

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

Document n°7

**CADRE BUDGETAIRE A MOYEN
TERME 2020 - 2022**

Kinshasa, Octobre 2019

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES	iii
RESUME ANALYTIQUE.....	1
INTRODUCTION	2
I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME	3
1.1 Perspectives économiques internationales	3
1.2 Perspectives nationales	5
II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET STRATEGIES SECTORIELLES.....	6
2.1 Politique budgétaire	6
2.1.1 En matière des dépenses	6
2.1.2 En matière des recettes	7
2.2 Principales actions des stratégies sectorielles.....	8
2.2.1. Agriculture.....	8
2.2.2. Développement rural	9
2.2.3. Mines	10
2.2.4. Tourisme.....	11
2.2.5. Environnement.....	11
2.2.6. Industrie	12
2.2.7. Travaux Publics	12
2.2.8. Transports.....	13
2.2.9. Télécommunications.....	15
2.2.10. Energie	15
2.2.11. Santé	17
2.2.12. Affaires sociales	17
2.2.13. Genre	18
2.2.14. Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST).....	18
2.2.15. Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA).....	19
2.2.16. Fonction publique	19
2.2.17. Sports	20
2.2.18. Culture et Arts.....	20

2.2.19. Communication et médias	20
2.2.20. Défense	22
2.2.21. Police et services de renseignement	22
2.2.22. Justice et Pouvoir judiciaire	24
2.2.23. Affaires étrangères	25
2.2.24. Opérations électorales.....	26
III. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2020-2022.....	27
3.1 EVOLUTION PREVISIONNELLE DE DEPENSES.....	27
3.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir central.....	27
3.1.2 Evolution des dépenses de Provinces	30
3.1.3 Evolution des dépenses des ETD.....	30
3.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DE RECETTES.....	31
3.2.1 Evolution des recettes du Pouvoir Central.....	32
3.2.2 Evolution des recettes des Provinces	32
3.2.3 Trajectoire des recettes des ETD	33
3.3 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL 2020-2022.....	33
IV. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT	34
V. RISQUES ET CONTRAINTES	36
CONCLUSION.....	37

LISTE DES ACRONYMES

CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
DGM	: Direction Générale de Migration
DPSB	: Direction de la Préparation et du Suivi du Budget
EPSP	: Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FMI	: Fonds Monétaire International
FC	: Franc Congolais
LOFIP	: Loi relative aux Finances Publiques
PIB	: Produit Intérieur Brut
RDC	: République Démocratique du Congo
SADC	: Southern African Development Community (Communauté de Développement de l'Afrique Australe)
USD	: United State Dollars

RESUME ANALYTIQUE

Le présent Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT), élaboré conformément à l'article 13 de la Loi relative aux finances publiques (LOFIP), définit la trajectoire des finances publiques au cours de la période 2020-2022. Il présente l'évolution prévisionnelle triennale des dépenses et des recettes du Pouvoir central, des Provinces et des ETD, du solde qui s'en dégage ainsi que l'évolution de l'endettement.

L'évolution des dépenses reflète le Programme du Gouvernement visant la valorisation du capital humain et l'émergence du Pays. Un accent est mis sur les dépenses sociales, notamment celles de l'éducation et de la santé, des infrastructures, et les subventions aux entreprises publiques.

L'évolution des recettes sur la période, traduit les efforts du Gouvernement de mobiliser substantiellement les recettes à travers la lutte contre le coulage des recettes, la fraude et l'évasion fiscales ainsi que l'élargissement de l'assiette fiscale.

Cette trajectoire se résume en grandes lignes comme suit :

	2020	2021	2022
Pouvoir Central			
Dépenses	20 188 429 464 947	19 577 300 794 805	21 522 892 791 472
Recettes	20 188 429 464 947	17 199 266 696 290	18 564 380 075 289
Solde	0	- 2 378 034 098 514	- 2 958 512 716 183
Endettement	0	2 378 034 098 514	2 958 512 716 183
Provinces			
Dépenses	3 187 664 591 685	3 644 862 790 144	4 021 872 362 195
Recettes	3 187 664 591 685	3 394 862 790 144	3 652 872 362 195
Solde	0	-250 000 000 000	-369 000 000 000
Endettement	0	250 000 000 000	369 000 000 000
ETD			
Dépenses	105 009 763 348	111 835 397 966	120 334 888 211
Recettes	105 009 763 348	111 835 397 966	120 334 888 211
Solde	0	0	0
Endettement	0	0	0

INTRODUCTION

Le présent document constitue le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2020-2022 (CBMT). Il met à jour la version du cadre budgétaire discuté lors du Séminaire d'orientation budgétaire 2020 tenu du 02 au 04 juillet 2019, en prenant en compte :

- les objectifs des politiques publiques assignés sur la période 2020-2022 par le Gouvernement, à travers son programme d'actions approuvé par l'Assemblée Nationale le 06 septembre 2019 ;
- les actions des politiques sectorielles et les pistes de mobilisation des recettes, en ligne avec lesdits objectifs, formulées par les sectoriels et les administrations financières lors des travaux du séminaire d'orientation budgétaire de l'exercice 2020;
- les actions des politiques sectorielles contenues dans les plans d'actions prioritaires des sectoriels en ligne avec les objectifs du Gouvernement;
- les nouveaux engagements des partenaires au développement, en termes de dons, d'appuis budgétaires et d'emprunts ;
- l'évolution du contexte économique international et national traduite dans le cadre macro-économique révisé par le CPCM en septembre 2019 sur la base des réalisations de la production à fin juin 2019 ;
- le Programme Accéléré de Lutte contre la Pauvreté et les Inégalités.

Ainsi, la projection des dépenses et des recettes du Pouvoir central que contient le CBMT 2020-2022 est assise sur les éléments ci-dessus évoqués. Par contre, celle des Provinces constitue une extrapolation à partir des dépenses et des recettes prévues par la Ville-Province de Kinshasa pour l'exercice 2019, telles que renseignées par l'Edit n°004/2018 du 31 décembre 2018.

La projection des dépenses et des recettes des ETD est le prolongement de la tendance des dernières données obtenues lors de la mission de consolidation de 2014.

Le présent cadre budgétaire a pour principale vocation de décliner les intentions d'engagement envisagées par le Gouvernement pour les trois prochaines années et leurs moyens de financement. Conformément aux dispositions de la LOFIP, il est élaboré pour accompagner le projet de Loi de finances de l'exercice 2020, celle-ci constituant sa première tranche.

Ce document contient le Cadre budgétaire 2020-2022 et s'articule, hormis l'introduction et de la conclusion, autour de quatre chapitres : (i) les perspectives économiques internationales et nationales à moyen terme, (ii) la politique budgétaire et les principales stratégies sectorielles retenues, (iii) la programmation budgétaire de la période 2020-2022 et (iv) les éventuels risques liés à sa mise en œuvre.

I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME

Ce chapitre fixe sur les perspectives économiques internationales et nationales sous-tendant la programmation budgétaire 2020-2022.

1.1 Perspectives économiques internationales

Selon les perspectives économiques renseignées par le FMI dans son édition d'octobre 2019, la croissance se situerait à **3%** en 2019, soit son rythme le plus lent depuis la crise financière mondiale de 2008. Cette croissance est la conséquence de l'augmentation des obstacles au commerce, de l'incertitude accrue qui entoure les échanges commerciaux et la situation géopolitique, des facteurs spécifiques qui causent des tensions macroéconomiques dans plusieurs pays émergents et des facteurs structurels, notamment une faible productivité et un vieillissement de la population dans les pays avancés.

En 2020, la croissance mondiale devrait s'améliorer légèrement pour atteindre **3,4%**. Au-delà de 2020, elle devrait se situer autour de **3,6%** à moyen terme et serait principalement boostée par la croissance en Chine et en Inde, du fait de leur poids de plus en plus important dans le revenu mondial.

La croissance dans les pays avancés s'établirait à **1,9%** en 2019 et **1,7%** en 2020. D'ici 2022, elle devrait ralentir pour s'établir à **1,6%**. Aux Etats-Unis, elle se situerait à **2,4%** en 2019 et connaîtrait une tendance baissière pour se situer à **2,1%** en 2020, **1,8%** en 2021 et **1,7%** en 2022. Cette modération attendue repose entre autres sur l'hypothèse que l'orientation expansionniste de la politique budgétaire en 2019 deviendra globalement neutre en 2020.

Dans le groupe de pays émergents et en développement, la croissance s'accélérait, passant de **3,9%** en 2019 à **4,6%** en 2020, avec des disparités dans la sous-région et se situerait autour de **4,8%** en 2021 et 2022. Cette accélération s'explique pour moitié de pays par une reprise ou une récession moins forte dans des pays émergents en difficulté, comme la Turquie, l'Argentine et l'Iran ; et pour le reste par une reprise dans des pays où la croissance a considérablement ralenti en 2019 par rapport à 2018, comme l'Arabie saoudite, le Brésil, l'Inde, le Mexique et la Russie.

Dans la zone Euro, la croissance atteindrait **1,2%** en 2019 et s'améliorerait dans le moyen terme, car la demande extérieure se redresserait et des facteurs temporaires notamment la baisse des immatriculations d'automobiles en Allemagne et les manifestations en France continueraient à s'estomper. En 2020, elle s'améliorerait pour atteindre **1,4%** et se situerait à **1,5%** en 2021 et 2022.

Dans le groupe de pays émergents d'Asie, la production devrait croître de **5,9%** en 2019 et de **6,0%** en 2020. Au-delà de 2020, l'économie connaîtrait une embellie. La croissance serait portée à **6,3%** et **6,2%** respectivement en 2021 et 2022, suite notamment aux effets différés de l'assouplissement de la politique monétaire, à la réduction des taux de l'impôt sur les sociétés et aux mesures prises pour remédier à des incertitudes en matière de réglementation des entreprises et de l'environnement.

En Chine, les prévisions donnent une croissance de **6,1%** en 2019 et de **5,8%** en 2020, suite notamment à la surenchère des droits de douane et à l'affaiblissement de la demande extérieure. En Inde, la croissance de l'économie s'établirait à **6,1%** en 2019 et atteindrait **7%** en 2020.

En Afrique subsaharienne, les perspectives diffèrent d'un pays à l'autre, du fait de l'hétérogénéité des économies liée aux disparités en termes de niveau de développement, d'exposition aux chocs climatiques et de dépendance à l'égard des produits de base. Pour l'ensemble de la région, la croissance devrait s'établir à **3,6%** en 2020, par rapport au niveau de **3,4%** attendu en 2019. Elle se situerait à environ **3,7%** en 2021 et **4,0%** en 2022.

1.2 Perspectives nationales

Après la baisse des cours des produits miniers enregistrés en 2018 et 2019, les perspectives de l'économie nationale sur la période 2020-2022 s'inscrivent dans une dynamique de diversification de l'économie nationale. Il s'agit particulièrement de redynamiser l'agriculture, la pêche et l'élevage, d'améliorer la production de l'industrie manufacturière, de l'énergie électrique et dans la branche « bâtiments et travaux publics ».

A cet effet, le tableau 1 ci-dessous renseigne qu'au cours de la période 2020-2022, la RDC devrait connaître un relèvement de sa croissance économique par rapport aux réalisations de 2018 et aux estimations de 2019. Elle se situerait à **5,4%** en 2020, **6,5%** en 2021 et à **7,6%** en 2022, soit une moyenne de **6,5 %** l'an.

En ce qui concerne la formation des prix intérieurs, il est attendu au cours des trois prochaines années une décélération de son rythme, grâce à la poursuite de la mise en œuvre des mesures des politiques économiques préconisées en 2019 par le Gouvernement et la Banque Centrale.

En effet, le taux d'inflation moyen devrait observer une baisse moyenne de près de **8 points** de pourcentage entre 2020 et 2022. Par ailleurs, ce taux se situerait à **6,3%** en moyenne sur la période, contre une moyenne de **14%** observée sur les trois années avant, soit de 2017 à 2019.

En ce qui concerne le comportement de la monnaie nationale par rapport au dollar américain, le Gouvernement poursuivra son objectif de consolidation de sa stabilité.

A cet effet, entre 2020 et 2022, la dépréciation de la monnaie nationale serait faible, autour de **1,2%** l'an contre une moyenne de **6,5%** entre 2017 et 2019. Le tableau ci-dessous donne plus de détails sur les indicateurs macro-économiques à observer sur la période 2020-2022.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques (2020-2022)

Cadrage macroéconomique	Historique			Projections		
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de croissance	3,7%	5,8%	5,1%	5,4%	6,5%	7,6%
Déflateur PIB	4,8	6,3	6,8	7,3	7,7	8,17
Taux d'inflation moyen	40,3	31,0%	7,16%	6,8%	6,28%	5,77%
Taux d'inflation fin période	54,7	7,2%	7,1%	6,5%	6,0%	5,5%
Taux change moyen (FC/USD)	1 465,9	1 613,9	1 661,8	1 687,4	1 707,9	1 726,9

Cadrage macroéconomique	Historique			Projections		
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux change fin période (FC/USD)	1 592,2	1 635,6	1 666,4	1 687,9	1 708,4	1 727,8
PIB nominal en milliards FC	55 274,10	76 689,3	86 760,9	97 683,6	110 543,2	125 803,0

Source : CPCM, Ministère du Plan

II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET STRATEGIES SECTORIELLES

Ce chapitre présente la politique budgétaire envisagée par le Gouvernement au cours de la période 2020-2022 et les actions des stratégies sectorielles à mettre en œuvre qui en découlent, telles qu'indiquées dans le Programme du Gouvernement approuvé par l'Assemblée nationale le 06 septembre 2019.

2.1 Politique budgétaire

2.1.1 En matière des dépenses

En matière des dépenses, le Gouvernement entend asseoir une gestion saine et efficace des finances publiques. Les dépenses seront exécutées à concurrence de leurs prévisions, en vue d'éviter les déficits et stabiliser durablement l'environnement macroéconomique. Par ailleurs, une attention sera mise sur la qualité de la dépense, la régularité des procédures d'exécution de la dépense publique et des marchés publics.

A cet effet, sur la période 2020-2022 le Gouvernement se penchera prioritairement sur les dépenses sociales, d'investissements, de transfert et subvention, et de financement des réformes.

Les dépenses sociales devront viser principalement l'amélioration de l'éducation ainsi que l'accès aux soins de santé pour tous et l'assurance d'une couverture de santé universelle aussi bien en milieu urbain, péri-urbain que rural. Pour ce faire, le Gouvernement entend améliorer l'exécution du budget de la santé et libérer la contrepartie des projets y relatifs.

Les dépenses d'investissements concerneront les infrastructures de base et communautaires, et l'agriculture, en vue d'accélérer le processus de l'émergence de notre pays.

Dans le cadre de transfert et subvention, un accent sera mis sur les subventions aux entreprises publiques, notamment celles opérant dans le secteur minier en vue de leur relance, et sur l'amélioration du niveau des fonds transférés aux Provinces et aux ETD.

Dans le cadre des réformes, l'attention du Gouvernement sera focalisée sur les entreprises du portefeuille de l'Etat et des finances publiques par l'instauration effective des budget-programmes tels que prônés par la Loi relative aux Finances Publiques (LOFIP).

2.1.2 En matière des recettes

Le financement des intentions du Gouvernement au cours de la période 2020-2022 passerait par une mobilisation accrue des recettes courantes, des sources de financement innovantes, la promotion du Partenariat Public-Privé, et le recours aux dons, aux emprunts et aux appuis budgétaires.

En matière de mobilisation de recettes, le Gouvernement veillera à ce que les recettes fiscales et non fiscales recouvrées soient canalisées vers le Trésor public. A cet effet, il entend :

- lutter contre le coulage de recettes ;
- lutter contre l'évasion et la fraude fiscale ;
- limiter strictement l'octroi des exonérations dérogatoires ;
- élargir l'assiette fiscale ;
- promouvoir une culture fiscale;
- assurer le suivi et le prélèvement systématique des impôts, droits et taxes à payer par les entreprises minières en phase d'exploitation et de production ;
- veiller à la mise en circulation des imprimés de valeur sécurisés ;
- informatiser le système fiscal en matière de déclaration et de perception des impôts ;
- rendre effectives les dispositions du code minier, notamment la dotation de **0,3%** du chiffre d'affaires pour la contribution aux projets de développement communautaire.

En matière d'emprunt, le Gouvernement entend mener, sur la période, une politique d'endettement prudente, en vue de garantir la soutenabilité de la dette. A cet effet, il entend lever de fonds sur le marché financier local au titre des bons et obligations du Trésor à des conditions favorables.

Le Gouvernement attend également des dons et emprunts de ses partenaires multilatéraux notamment la Banque Mondiale et la BAD ainsi que des partenaires bilatéraux. A partir de 2021, le Gouvernement s'attend probablement à des appuis budgétaires dans le cadre d'un programme formel avec le FMI.

2.2 Principales actions des stratégies sectorielles

Les actions des stratégies sectorielles présentées dans le cadre de ce document concernent les secteurs productifs (Agriculture, Développement rural, Mines, Tourisme, Environnement et Industrie), les secteurs des infrastructures (Travaux publics, Transports, Télécommunications et Energie), les secteurs sociaux (Santé, Affaires sociales, Genre, Enseignement Primaire, Secondaire et Technique, Formation professionnelle, Métiers et Artisanat, Fonction publique, Sports, Culture et Arts, Communication et Médias) et les secteurs de Gouvernance (Défense, Police et Services de renseignement, Justice et Pouvoir Judiciaire, Affaires étrangères et Opérations électorales).

Ces secteurs ont été sélectionnés soit sur base des indications du Programme d'Actions du Gouvernement, soit du Programme Accéléré de Lutte contre la Pauvreté et des Inégalités, soit de l'existence du Programme d'Actions Prioritaires (PAP) ou de la stratégie sectorielle, soit des recommandations des travaux d'évaluation des politiques publiques.

2.2.1. Agriculture

L'objectif du Gouvernement dans le secteur vise à faire de l'agriculture le pivot de la diversification de l'économie et de la croissance économique et le gage de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire.

Ainsi, des actions à mener devront s'inscrire dans les cinq grands axes de la stratégie du secteur, à savoir : (i) le développement des filières végétales, (ii) le développement des filières animales, (iii) le développement des filières halieutiques et aquatiques, (iv) la gestion de la sécurité alimentaire et des réserves stratégiques alimentaires et (v) la gouvernance agricole.

Il s'agira des principales actions suivantes :

- la poursuite de la création des centres de développement intégré ;
- l'amélioration du cadre institutionnel et de la gouvernance ;
- la construction des infrastructures de production et de distribution ;
- l'assainissement du climat des affaires dans le domaine agricole ;
- le développement des programmes adaptés de formation et de recherche ;
- l'industrialisation de l'agriculture.

2.2.2. Développement rural

Pour la période 2020-2022, la stratégie du développement rural s'inscrit dans la poursuite de l'amélioration qualitative et quantitative des infrastructures socio-économiques rurales et péri-urbaines, en vue d'accroître le taux d'accès à l'eau potable, la desserte en électricité et l'accès des paysans aux marchés pour l'évacuation de leur production.

Ainsi, les actions phares à mener porteront sur :

- le renforcement de la planification, de la programmation et du suivi-évaluation ;
- la réhabilitation et l'entretien des voies de desserte agricole;
- l'approvisionnement du monde rural en eau potable par la construction des forages ainsi que l'entretien et la réhabilitation des ouvrages hydriques;
- l'électrification rurale de quelques territoires du pays par le système solaire photovoltaïque ;
- l'électrification rurale des chefs-lieux de quelques territoires ;
- la construction d'entrepôts et de marchés ;
- l'accompagnement et la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural ;

- la promotion d'un modèle de développement durable et équilibré.

2.2.3. Mines

Le secteur des mines demeure stratégique pour la croissance économique en RDC, en dépit de l'option de diversification de l'économie congolaise. Le Gouvernement réitère l'ambition de développer durablement ce secteur et de le rendre plus compétitif, afin de tirer profit de son exploitation pour promouvoir le bien-être social du Congolais.

A cet effet, le Gouvernement entend mener les actions suivantes pour la période 2020-2022 :

- la dotation de la Gécamines de deux nouvelles usines modernes, de façon à accroître sa capacité à 100 000 tonnes de cuivre par an, et de soutenir ses efforts dans le cadre de la reconstitution d'un patrimoine minier certifié ;
- la rationalisation de l'industrie minière, partant de l'exploitation à la transformation, conformément au code minier afin de servir de support à l'industrialisation des autres secteurs de l'économie nationale ;
- la certification des réserves minières ;
- la création et l'opérationnalisation du Service Géologique National (SGN) ;
- la création de l'Inspection Générale des Mines ;
- la création des Ecoles de gemmologie et de taillure de diamant ;
- l'informatisation des services des mines et l'interconnexion avec les Administrations financières ;
- la relance du centre de retraitement des minerais ;
- la vulgarisation et la revue de la stratégie sectorielle des Mines ;
- la réalisation des travaux d'évaluation additionnelle du potentiel minier et des carrières;
- la vulgarisation des textes légaux et réglementaires régissant le secteur minier.

2.2.4. Tourisme

Dans le secteur du Tourisme, le Gouvernement vise le développement et la rentabilisation de ce secteur. A cet effet, pour la période 2020-2022, son action se focalisera autour des axes suivants :

- la rentabilisation des sites touristiques de toutes les provinces, à travers les possibilités offertes par la nouvelle loi sur le tourisme ;
- l'amélioration du cadre institutionnel et de la gouvernance, et la normalisation du secteur;
- l'innovation et la numérisation du secteur;
- la promotion de l'entrepreneuriat dans le secteur;
- le renforcement de l'attractivité de l'offre et de la compétitivité sur le marché ;
- le développement de l'écotourisme et la promotion du triptyque "tourisme, énergie et développement".

2.2.5. Environnement

Dans le domaine de l'environnement, le Gouvernement entend faire jouer le pays son rôle de leader mondial et africain dans le domaine de l'eau et de la forêt notamment par la mise en place d'une « charte nationale de l'environnement et du développement durable ». Il entend également mettre en place des politiques innovantes destinées à préserver en faveur des générations futures, les forêts, les cours d'eau, la faune et la flore.

Les principales actions à mener au cours de la période 2020-2022 sont :

- la protection de la forêt et de tourbières présentes au centre du bassin du Congo ;
- la protection des communautés locales en veillant à la bonne gestion des concessions forestières ainsi qu'au cadastre y relatif ;
- la protection des espèces animales et végétales en voie de disparition et celles qui migrent vers les pays voisins ;
- l'établissement d'une cartographie forestière ;
- l'évaluation de potentialités en biodiversité et la surveillance de leur équilibre.

2.2.6. Industrie

Dans le secteur de l'industrie, le Gouvernement vise développer un secteur industriel intégré, responsable en matière d'environnement, élargi, compétitif et diversifié, contribuant au développement national, sous régional, régional et international, favorisant l'épanouissement des capacités et des compétences humaines, particulièrement celles de femmes et de jeunes.

A cet effet, il entend mener les principales actions suivantes :

- la conception d'un plan directeur d'industrialisation ;
- la promotion de la culture entrepreneuriale pour permettre l'émergence d'une classe moyenne congolaise ;
- la création des emplois indirects, en vue de la redistribution des effets de la croissance;
- la promotion et l'appui à la création des PME et PMI ;
- l'élargissement de la classe moyenne par l'encouragement des contrats de sous-traitance en faveur des PME et PMI ;
- le renforcement de la gestion des espaces industriels productifs notamment les Zones Economiques Spéciales (ZES) et les corridors de développement ;
- l'opérationnalisation de la ZES pilote de Maluku à Kinshasa ;
- l'implantation des ZES à Kasumbalesa (Haut-Katanga), à Kalemie (Tanganyika), à Kahemba (Kwango), à Isiro (Haut - Uélé) et à Beni (Nord-Kivu) ;
- la promotion des investissements à haute intensité de main-d'œuvre ;
- l'installation des incubateurs et des centres collectifs de travail en vue de juguler le chômage et promouvoir l'entrepreneuriat de jeunes.

2.2.7. Travaux Publics

Au cours de la période 2020-2022, le Gouvernement entend moderniser les infrastructures. A cet effet, il mettra en œuvre une politique cohérente des investissements continus en infrastructures de base et communautaire, en vue de désenclaver le pays et promouvoir la circulation des personnes et de leurs biens ainsi que la création de richesses.

Pour la période sous examen, la politique du secteur consistera à la mise en œuvre des actions suivantes :

- la poursuite de la construction des sauts de mouton pour les sites restants;
- la modernisation, la construction et la réhabilitation de routes pour interconnecter les provinces et les territoires notamment par la réhabilitation de la route Lwambo-Mitwaba-Manono-Kalemie ;
- la réhabilitation et l'entretien des routes en terre de certaines sections de la route nationale n°1 ;
- la modernisation des routes transfrontalières comme celle de Lubumbashi-Kasumbalesa et celle qui permet de relier Lubumbashi à la Zambie, susceptible de favoriser l'expansion du commerce de gros et détails ;
- la construction, la réhabilitation, l'entretien des routes d'intérêt général et des voiries urbaines ;
- la construction, la réhabilitation et l'entretien des bâtiments et édifices publics ;
- le rétablissement du trafic par la réouverture du réseau en terre ;
- la construction du palais présidentiel ;
- la réhabilitation des centres pénitentiaires notamment la prison centrale de Kananga.

2.2.8. Transports

Dans le secteur des Transports, le Gouvernement entend développer un système de transport intégré et multimodal capable de relier tous les pôles économiques du pays. Dans ce cadre, les principales actions à mener sont les suivantes:

1) Secteur routier

- l'acquisition des bus « Transco » pour desservir la ville de Kinshasa, dont 440 en 2020 et le déploiement de Transco en Provinces;
- la construction des aires de stockage à LUFU;
- la réalisation des études de faisabilité pour la construction des gares routières dans la ville Province de Kinshasa;

- l'acquisition des permis de conduire biométriques.

2) Secteur ferroviaire

- la modernisation de la voie ferrée Kolwezi-Dilolo ;
- la relance du trafic ferroviaire urbain à Kinshasa;
- la réalisation des études de faisabilité de la voie ferrée des UELE-fleuve;
- la réhabilitation et la modernisation de gares.

3) Secteur aérien

- la modernisation de 54 aéroports et aérodromes ;
- l'acquisition des aéronefs pour Congo Airways;
- l'installation des stations météorologiques pour METTELSAT;
- l'installation de l'Institut National de la médecine aérospatiale;
- le déploiement de l'Autorité de l'Aviation Civile (AAC) en Provinces.

4) Secteur fluvial et lacustre

- l'acquisition des matériels et équipements de surveillance de la navigation sur les voies maritime, fluviale et lacustre ;
- la construction de "pannish" pour le compte de SCTP;
- la réhabilitation et la modernisation des ports de Kinshasa, Lisala, Kisangani, Kalemi, Moba, Ilebo, Ubundu, Bukama et Mangay ;
- l'appui aux travaux de balisage des voies navigables;
- la construction d'un port sec à Songololo.

5) Secteur maritime

- la construction du port en eau profonde de Banana;
- la réhabilitation des bateaux des sociétés publiques ;
- l'acquisition des navires pour les lignes maritimes congolaises ;
- la réhabilitation et la modernisation des ports de MATADI et de BOMA;
- le dragage du bief maritime;

- la construction des parcs à container à MATADI et BOMA;
- l'acquisition d'un dock flottant et d'une drague.

2.2.9. Télécommunications

Dans le secteur de Télécommunications, l'objectif du Gouvernement est de permettre l'augmentation du taux de pénétration des TIC et de diminuer sensiblement le coût de communications, en vue d'accroître les revenus de l'État dans le secteur.

A cet effet, le Gouvernement entend mener notamment les actions suivantes :

- l'adaptation de la législation congolaise des TIC aux normes internationales et à l'évolution technologique ;
- l'interconnexion de toutes les provinces en fibre optique ;
- le renforcement des capacités du personnel de l'État en outil informatique ;
- l'amélioration de la régulation et le renforcement du contrôle des opérateurs de télécommunication ;
- le renforcement de la poste dans son rôle de service postal universel.

2.2.10. Energie

La politique du Gouvernement dans le secteur de l'Energie vise l'amélioration du taux de desserte en électricité, l'accès à l'eau potable à toute la population et l'affirmation du leadership de la RDC sur la gestion de l'eau du bassin du Congo.

Dans le secteur de l'électricité, les principales actions suivantes sont envisagées :

- la construction de nouvelles centrales hydroélectriques à Katende (64 MW), Kakobola (10,5 MW), Zongo II (150 MW), Ruzizi III (147 MW), Busanga (240 MW), Inga III (4800 MW), Sombwe (113 MW) et Nzilo (120 MW) ;
- l'amélioration de la production de Inga I et II (la portant à 1 300 MW) ;
- l'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque de 10 MW à Mbandaka, dans le cadre de l'intensification des investissements en énergies renouvelables;
- la remise en état du groupe n°1 de la Tshopo ;

- la révision du groupe thermique de la centrale de Mbujimayi et l'assainissement des réseaux de distribution associés ;
- l'implantation d'un transformateur au répartiteur centre à Likasi afin d'augmenter la desserte en électricité ;
- la mise en place de cabines notamment à Nsele et Malueka ;
- la réhabilitation des réseaux de distribution de la ville de Moanda ;
- la réhabilitation des centrales hydro-électriques en panne, à savoir Inga II, Sanga, Muadingusha et MobayiMbongo ;
- l'accélération des travaux pour les réseaux de transport et de distribution des centrales hydro-électriques de Kakobola et de Katende ;
- la poursuite de la mise en place de l'Autorité de Régulation de l'Electricité (ARE) et de l'Agence Nationale de Service d'Electrification du monde Rural (ANSER).

Dans le secteur de l'eau, les principales actions suivantes sont envisagées :

- la mise en place de l'Autorité de Régulation de l'Eau ;
- la réalisation des études et production d'eau des forages, des puits et mini-réseau de distribution d'eau potable dans les milieux ruraux et dans les chefs-lieux de nouvelles provinces;
- le développement des infrastructures de production, de transport et de distribution d'eau potable ;
- le suivi et le contrôle technique des activités de distribution d'eau potable ;
- l'alimentation en eau potable des camps militaires de Kinshasa ;
- l'alimentation en eau potable dans toutes les provinces ;
- l'achèvement d'adduction d'eau dans le site de l'Université de Kinshasa ;
- l'extension des installations de production et de distribution d'eau potable dans les anciennes provinces et celles démembrées;
- la construction des travaux du réseau de distribution de l'usine de Ngaliema.

2.2.11. Santé

Dans ce secteur, le Gouvernement vise l'amélioration de l'offre et de l'accès des soins de santé de base à chaque congolais. Les actions à mener devront s'inscrire dans la poursuite de la mise en œuvre du PNDS recadré 2019-2023. Elles portent principalement sur :

- l'administration des soins essentiels pour la santé de la reproduction de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ;
- le renforcement de la vaccination de routine pour éviter la survenue et l'expansion des épidémies ;
- le renforcement de la capacité nationale de riposte contre les grandes endémies (VIH, la tuberculose et le paludisme) et les épidémies de la rougeole, du choléra et particulièrement la maladie à virus EBOLA dans les zones affectées ;
- le renforcement de la chaîne d'approvisionnement en médicaments essentiels de qualité, par l'amélioration du système de gestion logistique, la construction, la réhabilitation et le fonctionnement des centres de distribution régionale (CDR) et dépôts relais à travers le pays ;
- la réhabilitation et l'équipement des hôpitaux généraux de référence dans chaque territoire ;
- la généralisation du régime de mutuelle de santé.

2.2.12. Affaires sociales

Dans ce secteur, il est prévu de :

- créer les centres d'action sociale en faveur des enfants abandonnés communément appelés « enfants de la rue » ou « shegués » ;
- mettre en place une politique d'accompagnement et d'assistance sociale des personnes vivant avec handicap ;
- Assister les victimes de différentes catastrophes naturelles et/ou anthropiques, technologiques et les Personnes Déplacées Internes (PDI) ;
- Former les Formateurs en sensibilisation de populations sur la prévention de catastrophes et autres calamités ;

- Elaborer la cartographie des zones à hauts risques des catastrophes de la RDC ;
- Mettre en place un système d'alerte précoce et des stocks stratégiques dans des zones réputées à hauts risques de catastrophes.

2.2.13. Genre

Dans ce secteur, le Gouvernement vise principalement l'autonomisation de la femme. A cet effet, il prévoit les principales actions suivantes :

- l'investissement dans la formation de la jeune fille et l'autonomisation économique de la femme notamment la femme rurale ;
- la participation active de femmes à la prise des décisions politiques et économiques ;
- l'intensification de la lutte contre la violence faite à la femme.

2.2.14. Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST)

Le Gouvernement envisage faire de l'éducation la clé du changement et le principal ascenseur social. Il entend ainsi garantir à chaque jeune congolais le droit d'accéder à l'égalité des chances et à la scolarisation.

A cet effet, les priorités du secteur sont : (i) accroître l'accès, l'équité et la rétention dans le système scolaire, (ii) améliorer la qualité et la pertinence des enseignements et (iii) renforcer la gouvernance du système éducatif.

Les principales actions à mener sont :

- la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire notamment par la prise en charge des enseignants non payés, le paiement de frais de fonctionnement aux écoles et la construction et la réhabilitation des écoles;
- la formation continue des enseignants;
- l'acquisition des matériels didactiques et la distribution des manuels scolaires et des guides pédagogiques aux écoles primaires afin de promouvoir la lecture et l'écriture au primaire;
- l'extension en provinces de la mutuelle de santé des enseignants.

2.2.15. Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)

Dans le contexte d'une pauvreté généralisée, ce secteur devra jouer un rôle important dans le processus d'éradication de celle-ci. Ainsi, l'objectif du Gouvernement consistera à convertir la jeunesse sans qualification en une main d'œuvre formée et utile à la société.

A cet effet, pour les trois prochaines années, il est envisagé les principales actions ci-après :

- l'initiation d'une série de programmes de formation technique et professionnelle en faveur des jeunes non diplômés ;
- la valorisation de tous les métiers en termes d'encadrement et de protection ;
- la promotion et la facilitation de la politique de microcrédits notamment en faveur des artisans ;
- la conversion de la jeunesse sans qualification en une main-d'œuvre formée ;
- la mise en place d'un mécanisme de financement des projets des jeunes.

2.2.16. Fonction publique

Le Gouvernement entend doter le pays d'une administration publique efficace, tournée vers le développement et digne d'un État moderne. Pour atteindre cet objectif, les actions suivantes seront menées:

- la poursuite de la modernisation du cadre normatif de l'Administration publique ;
- la rationalisation des effectifs du personnel de l'Etat notamment en supprimant du fichier « paie » les probables fictifs ;
- la poursuite de la mise à la retraite et le rajeunissement du personnel de l'Etat ;
- l'assistance sociale des retraités et rentiers de l'Etat ;
- la construction du Campus de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Maluku ;
- la formation continue des agents de l'Administration publique en vue du renforcement des capacités notamment en outil informatique.

2.2.17. Sports

Le Gouvernement entend consolider ce secteur à tous les niveaux, en partant de la vie scolaire. Ainsi, il envisage les actions ci-après :

- l'appui à la poursuite de la construction des stades municipaux ;
- la poursuite de la réhabilitation, la construction et la modernisation des grands stades de compétition au niveau de chaque province en perspective de l'organisation des grandes rencontres internationales ;
- la promotion de la création des centres de formation sportive sur toute l'étendue de la République en vue de la professionnalisation du sport ;
- la promotion des compétitions interscolaires et interuniversitaires ;
- l'élaboration d'une nouvelle politique sportive incluant la planification, la préparation et une meilleure prise en charge des athlètes engagés dans les compétitions internationales.

2.2.18. Culture et Arts

Le Gouvernement ambitionne de faire de la culture et des arts l'un des leviers de diversification de l'économie, à côté de l'Agriculture.

De ce point de vue, il envisage les principales actions ci-après :

- l'établissement d'un état des lieux avec l'implication des différents acteurs du domaine ;
- l'installation d'une grande maison de production musicale, théâtrale et cinématographique en partenariat avec le secteur privé ;
- la mise en place d'une politique d'encadrement des jeunes talents ;
- la protection des droits d'auteurs et de créations.

2.2.19. Communication et médias

Dans ce secteur, le Gouvernement entend réaffirmer le rôle de la presse dans l'Etat de droit auquel le Pays aspire. A cet effet, les actions suivantes seront menées :

- la promotion de la liberté de la presse conformément à la Constitution ;

- la vulgarisation des textes légaux et réglementaires ;
- la promotion de l'accès à tous aux médias publics et privés ;
- l'élaboration de la stratégie et du plan d'actions de communication ;
- l'acquisition d'un émetteur portatif et des accessoires ;
- la migration définitive de la télévision analogique à la télévision numérique.

2.2.20. Défense

Le Gouvernement entend mettre en œuvre une politique de défense et de sécurité s'appuyant sur six fonctions stratégiques, à savoir: connaître, prévenir, anticiper, dissuader, protéger et intervenir dans le but d'atteindre l'objectif de sécurisation du pays et le retour à l'ordre public.

Pour ce faire, le Gouvernement mènera les actions suivantes:

- la revisitation du plan de réforme des forces armées et du projet de loi de programmation militaire afin de les adapter et d'en sortir un nouveau plan de référence;
- la restauration de la sécurité dans le nord-est du Pays ;
- le renforcement des mécanismes de sécurisation de frontières ;
- la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures militaires nécessaires ;
- la réhabilitation et la construction des bases militaires et autres écoles de formation à travers le pays ;
- la formation, le recyclage et la moralisation de militaires ;
- l'équipement en matériel des éléments des forces armées ;
- l'amélioration des conditions de vie des militaires (traitement salarial, construction et réhabilitation des camps, casernes, écoles, formations médicales et cantines).

2.2.21. Police et services de renseignement

a) Police

L'objectif du Gouvernement de faire de la Police nationale congolaise une police professionnelle, capable de sécuriser la population et ses biens en toute efficacité demeure au centre de la politique gouvernementale pour la période 2020-2022.

Le Gouvernement entend redorer le blason des services de renseignement en engageant des réformes idoines nécessaires de manière à les humaniser et à les rendre capable d'anticiper et de prévenir sur les évènements tant politique, que dans les autres domaines de la vie nationale.

Ainsi, l'action du Gouvernement dans ce secteur s'appuiera principalement sur :

- l'éradication des germes d'insécurité à travers le territoire national ;
- l'éradication du banditisme urbain sous toutes ses formes ;
- la formation, le recyclage et la moralisation des éléments de la Police nationale ainsi que la mise à leur disposition des équipements de travail ;
- l'amélioration des conditions de vie des policiers (traitement salarial, construction et réhabilitation des camps, casernes, écoles, cantines, dispensaires et formations médicales) ;
- la construction des commissariats et poursuite de la mise en place d'une police de proximité à travers le territoire national.

b) Direction Générale de Migration (DGM)

En ce qui concerne la DGM, les principales actions à mener portent sur :

- l'amélioration du système d'identification et de contrôle de séjour des étrangers ainsi que le rapatriement des clandestins et irréguliers ;
- l'informatisation de la gestion des flux migratoires ;
- l'acquisition et la construction des bâtiments devant abriter la DGM ;
- le déploiement du personnel de la DGM dans les représentations diplomatiques de la RDC, en vue de l'uniformisation des visas dans toutes les missions diplomatiques ;
- le renforcement des moyens logistiques et la sécurisation de l'outil de travail par la bio-métrisation des visas en lieu et place du cachet humide et par des laissez-passer individuels sécurisés.

c) Agence Nationale de Renseignement (ANR)

En ce qui concerne l'ANR, les actions à mener visent le renforcement de l'efficacité opérationnelle du service. A cet effet, il est prévu:

- l'acquisition des équipements médicaux, de communication, des outils informatiques et des matériels de transports;
- la construction d'un bâtiment devant abriter la Direction des études et la réhabilitation du département de la sécurité intérieure et extérieure, et de la 5ème Direction ;

- la maintenance des équipements de communication.

d) Conseil National de Sécurité (CNS)

Les principales actions à mener par le CNS visent l'éradication du terrorisme. Ces actions sont :

- le recueil d'informations sur les terroristes ADF, ses alliances avec l'Etat islamique et toute autre entité sur les autres groupes armés ;
- la prise en charge des réseaux criminels et mafieux ;
- le lobbying auprès des pays voisins et autres partenaires sur les questions de sécurité ;
- l'évaluation des foyers de tensions.

2.2.22. Justice et Pouvoir judiciaire

Le Gouvernement tient à garantir une justice équitable à tous les citoyens et à en faire l'épine dorsale de la gouvernance du pays, en vue de promouvoir un Etat de droit.

Ainsi, il mènera les principales actions suivantes :

- l'amélioration du fonctionnement de l'appareil judiciaire et de l'administration de la justice ;
- l'application des dispositions garantissant les droits humains conformément à la Constitution ;
- la lutte contre la corruption notamment en renforçant les mécanismes de vérification, de contrôle et de surveillance dans les secteurs enclins à la corruption ;
- la création d'une juridiction spécialisée dans la lutte contre la corruption, la fraude fiscale, le blanchiment des capitaux et le détournement des deniers publics ;
- la construction des palais de justice dans les chefs-lieux des provinces ;
- la construction des tribunaux de commerce dans les chefs-lieux de provinces ;
- la construction des tribunaux pour enfants dans les chefs-lieux de provinces ;

- la construction des prisons centrales à Matadi, Kisangani, Bukavu, Kindu et Goma ;
- la construction des prisons dans les chefs-lieux de territoires ;
- la réhabilitation des camps de détention d'Osio, de Belingo, de Buluo, d'Ekafela et de Luama.

2.2.23. Affaires étrangères

La redynamisation de la diplomatie congolaise et la réhabilitation de son image de marque est au centre de la politique extérieure du Gouvernement. Aussi, ce dernier entend-il capitaliser la position géostratégique de la RDC afin de renforcer sa présence sur les scènes africaines et internationales.

Pour atteindre ces objectifs les actions suivantes seront menées :

- la promotion d'une diplomatie de développement ;
- le réchauffement des relations diplomatiques avec les partenaires traditionnels au développement ;
- le renforcement des liens de coopération avec les nouveaux partenaires au développement ;
- le renouvellement du corps diplomatique, tout en veillant au renforcement de ses capacités ;
- la réhabilitation et la rationalisation des missions diplomatiques ;
- l'amélioration des conditions de vie de diplomates notamment les rémunérations des engagés locaux et le réajustement de la rémunération de diplomates.

2.2.24. Opérations électorales

Le Gouvernement entend parachever le processus électoral amorcé en décembre 2018 en octroyant des moyens nécessaires à la Commission Electorale Nationale Indépendante en vue d'organiser les élections urbaines, municipales et locales. Ces élections permettront de renforcer l'efficacité de l'Administration et de favoriser le développement du pays en pourvoyant les villes, les communes, les secteurs et les chefferies de leurs animateurs.

III. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2020-2022

Ce point présente l'évolution des finances publiques sur la période 2020-2022.

3.1 EVOLUTION PREVISIONNELLE DE DEPENSES

Comme le montre le tableau 2 ci-après, de 2020 à 2022, les dépenses totales s'élèveraient à **69.187,5 milliards de FC**, comprenant les dépenses du Pouvoir central de **57.996,0 milliards de FC**, celles des Provinces de l'ordre de **10.854,3 milliards de FC** et des ETD de **337,2 milliards de FC**.

Elles dégagent une moyenne de **23.062,5 milliards de FC** sur la période pour les trois niveaux de gouvernance.

Tableau 2 : Dépenses par niveau de gouvernance de 2020-2022

Niveau	2019	2020	2021	2022	Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
Pouvoir central	10 352 319 780 053	16 895 755 109 915	19 577 300 794 804	21 522 892 791 472	57 995 948 696 190	19 331 982 898 730
Provinces	2 459 567 418 057	3 187 664 591 685	3 644 862 790 144	4 021 872 362 195	10 854 399 744 024	3 618 133 248 008
ETD	96 609 997 550	105 009 763 348	111 835 397 966	120 334 888 211	337 180 049 524	112 393 349 841
Total	12 908 497 195 661	20 188 429 464 947	23 333 998 982 914	25 665 100 041 878	69 187 528 489 738	23 062 509 496 579

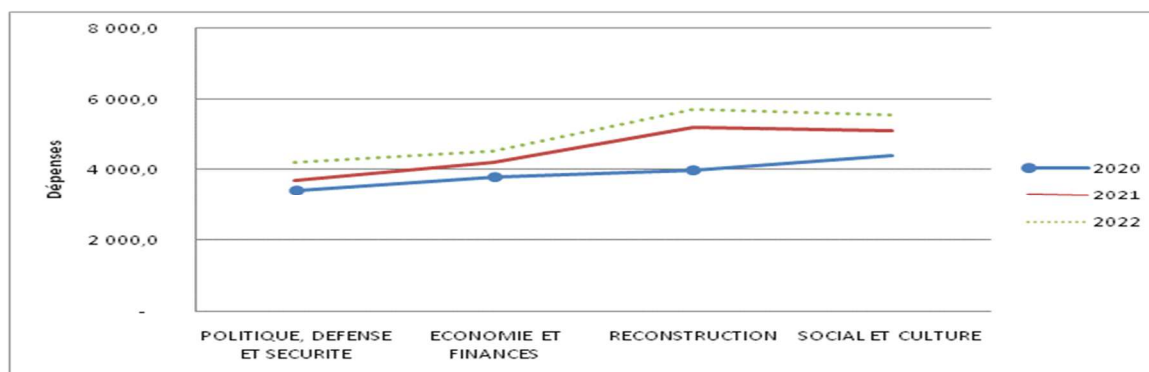
Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Octobre 2019

3.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir central

a) Evolution de dépenses par axe et pilier du Programme du Gouvernement

Le Programme du Gouvernement comprend quatre axes suivants : (i) Politique, défense et sécurité ; (ii) Economie et Finances ; (iii) Reconstruction et (iv) Social et Culture, tel que renseigné sur le graphique ci-dessous. Ces axes sont déclinés en piliers et les dépenses y relatives pour les trois prochaines années évolueront comme l'indique le graphique ci-dessous.

Graphique 1 : Evolution des dépenses du Pouvoir Central par Axe du Programme du Gouvernement



En ce qui concerne le premier axe, les dépenses s'élèveront à **3.433,3 milliards de FC** en 2020, **3.686,5 milliards de FC** en 2021 et **4.208,6 milliards de FC** en 2022.

Les dépenses relatives au deuxième axe se situeront à **3.781,1 milliards de FC** en 2020, **4.190,1 milliards de FC** en 2021 et **4.514,3 milliards de FC** en 2022.

Pour ce qui est du troisième axe, elles s'établiront à **3.965,2 milliards de FC** en 2020, **5.194,0 milliards de FC** en 2021 et **5.714,9 milliards de FC** en 2022.

Les dépenses correspondantes au quatrième axe représenteront **4.405,2 milliards de FC**, **5.094,4 milliards de FC** et **5.545,4 milliards de FC**, respectivement en 2020, 2021 et 2022.

En moyenne, les dépenses s'élèveront respectivement au cours de la période à **3.776,1 milliards de FC**, **4.161,8 milliards de FC**, **4.958,0 milliards de FC** et **5.015,0 milliards de FC** pour les quatre axes.

Les détails sur l'évolution des dépenses relatives aux piliers de ces différents axes sont repris dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Evolution des Dépenses du Pouvoir Central par Axe et par Pilier du Programme du Gouvernement de 2020-2022

N°	AXES ET PILIERS	2020	Struct.	2021	Struct.	Taux Accr.	2022	Struct.	Taux Accr.	Total	Moyenne
1	POLITIQUE, DEFENSE ET SECURITE	3 433 337 866 570	22,0	3 686 471 119 010	20,3	7,4	4 208 629 571 728	21,1	14,2	11 328 438 557 308	3 776 146 185 769
	PACIFICATION DU PAYS ET PROMOTION DE LA RECONCILIATION, DE LA COHESION ET DE L'UNITE NATIONALE	1 299 709 163 652	8,3	1 386 190 259 289	7,6	6,7	1 495 067 252 108	7,5	7,9	4 180 966 675 050	1 393 655 558 350
	RENFORCEMENT DE L'AUTORITE DE L'ETAT, PROMOTION DE L'ETAT DE DROIT ET DE LA DEMOCRATIE	1 783 472 974 742	11,4	1 923 885 537 117	10,6	7,9	2 229 045 780 222	11,2	15,9	5 936 404 292 081	1 978 801 430 694
	REDYNAMISATION DE LA DIPOMATIE ET REHABILITATION DE SON IMAGE DE MARQUE	350 155 728 176	2,2	376 395 322 603	2,1	7,5	484 516 539 398	2,4	28,7	1 211 067 590 177	403 689 196 726
2	ECONOMIQUE ET FINANCES	3 781 074 325 327	24,3	4 190 141 614 177	23,1	10,8	4 514 269 070 413	22,6	7,7	12 485 485 009 918	4 161 828 336 639
	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES CRIMES ECONOMIQUES	251 217 869 574	1,6	272 376 631 096	1,5	8,4	292 064 804 048	1,5	7,2	815 659 304 718	271 886 434 906
	AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, DES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE ET DES FINANCES DE L'ETAT	2 268 831 286 945	14,6	2 435 405 320 592	13,4	7,3	2 626 476 454 457	13,1	7,8	7 330 713 061 994	2 443 571 020 665
	AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT ET DE LA CLASSE MOYENNE	617 375 900 725	4,0	739 012 071 970	4,1	19,7	732 722 014 398	3,7	0,9	2 089 109 987 093	696 369 995 698
	DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE ET CREATION DES CONDITIONS D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE	643 649 268 083	4,1	743 347 590 519	4,1	15,5	863 005 797 511	4,3	16,1	2 250 002 656 113	750 000 885 371
3	RECONSTRUCTION	3 965 225 395 567	25,4	5 193 971 225 793	28,6	31,0	5 714 898 379 566	28,6	10,0	14 874 095 000 925	4 958 031 666 975
	MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES DE BASES ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL	2 233 392 574 719	14,3	3 130 253 228 513	17,2	40,2	3 406 445 383 029	17,0	8,8	8 770 091 186 260	2 923 363 728 753
	PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	1 165 242 685 339	7,5	1 325 299 502 963	7,3	13,7	1 549 248 020 283	7,8	16,9	4 039 790 208 585	1 346 596 736 195
	LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CREATION DES CONDITIONS D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE	566 590 135 509	3,6	738 418 494 317	4,1	30,3	759 204 976 254	3,8	2,8	2 064 213 606 080	688 071 202 027
4	SOCIAL ET CULTUREL	4 405 175 738 748	28,3	5 094 412 241 933	28,0	15,6	5 545 364 906 187	27,8	8,9	15 044 952 886 869	5 014 984 295 623
	AMELIORATION DES CONDITIONS SOCIALES	3 690 691 839 229	23,7	4 285 491 162 946	23,6	16,1	4 619 370 993 649	23,1	7,8	12 595 553 995 824	4 198 517 998 608
	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	523 236 511 017	3,4	605 242 610 233	3,3	15,7	706 738 792 061	3,5	16,8	1 835 217 913 311	611 739 304 437
	LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET LA MARGINALISATION SOCIALE	12 068 181 086	0,1	12 852 612 857	0,1	6,5	13 829 411 434	0,1	7,6	38 750 205 376	12 916 735 125
	AUTONOMISATION DE LA FEMME ET PROMOTION DE LA JEUNESSE	99 952 965 878	0,6	106 449 908 660	0,6	6,5	114 637 189 815	0,6	7,7	321 040 064 353	107 013 354 784
	PROMOTION DE LA CULTURE, DES ARTS, DES SPORTS ET DES CENTRES DE LOISIRS	79 226 241 538	0,5	84 375 947 238	0,5	6,5	90 788 519 228	0,5	7,6	254 390 708 004	84 796 902 668
	Total	15 584 813 326 212	100,0	18 164 996 200 913	100,0	16,6	19 983 161 927 895	100,0	10,0	53 732 971 455 020	17 910 990 485 007

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Octobre 2019

b) Evolution des dépenses par grande nature

Les dépenses totales du Pouvoir central pourront se situer à **57.996,0 milliards de FC** au cours de la période 2020-2022, à raison de **53.733,0 milliards de FC** du budget général, **997,8 milliards de FC** des budgets annexes et **3.265,1 milliards de FC** des comptes spéciaux, comme le montre le tableau 4 suivant.

Tableau 4 : Evolution des dépenses du Pouvoir Central par grande nature de 2020 à 2022

Rubriques	Historique	Projections						Total	Moyenne
	2019	2020	Taux Accr.	2021	Taux Accr.	2022	Taux Accr.		
BUDGET GENERAL	9 604 890 657 737	15 584 813 326 212	62,3	18 164 996 200 913	16,6	19 983 161 927 895	10,0	53 732 971 455 020	17 910 990 485 007
Dépenses courantes	6 990 297 509 202	10 352 311 418 444	48,1	12 227 594 328 682	18,1	13 377 814 231 710	9,4	35 957 719 978 835	11 985 906 659 612
Dette publique en capital	352 996 408 000	626 035 049 903	77,3	688 290 426 948	9,9	755 137 677 098	9,7	2 069 463 153 948	689 821 051 316
Frais financiers	255 487 462 000	179 472 865 244	- 29,8	312 648 972 969	74,2	336 410 294 914	7,6	828 532 133 127	276 177 377 709
Dépenses de personnel	3 682 520 190 628	5 152 400 436 672	39,9	5 499 600 286 658	6,7	5 911 231 637 783	7,5	16 563 232 361 114	5 521 077 453 705
Biens et Matériels	194 201 372 340	299 016 867 319	54,0	318 421 013 695	6,5	371 401 570 479	16,6	988 839 451 492	329 613 150 497
Dépenses de prestations	562 745 829 678	860 620 732 201	52,9	961 023 292 829	11,7	1 106 336 849 165	15,1	2 927 980 874 195	975 993 624 732
Transferts et Subventions de l'Etat	1 942 346 246 556	3 234 765 467 105	66,5	4 447 610 335 584	37,5	4 897 296 202 271	10,1	12 579 672 004 959	4 193 224 001 653
Depenses en capital	2 614 593 148 536	5 232 501 907 769	100,1	5 937 401 872 231	13,5	6 605 347 696 185	11,2	17 775 251 476 185	5 925 083 825 395
Equipements	1 456 392 353 977	2 473 953 234 812	69,9	2 844 734 767 362	15,0	3 117 273 066 387	9,6	8 435 961 068 562	2 811 987 022 854
Construction, réfection...	1 158 200 794 559	2 758 548 672 956	138,2	3 092 667 104 869	12,1	3 488 074 629 798	12,8	9 339 290 407 623	3 113 096 802 541
BUDGETS ANNEXES	169 661 903 345	305 422 000 000	80,0	331 779 918 600	8,6	360 644 771 518	8,7	997 846 690 118	332 615 563 373
COMPTES SPECIAUX	577 767 218 971	1 005 519 783 703	74,0	1 080 524 675 291	7,5	1 179 086 092 059	9,1	3 265 130 551 052	1 088 376 850 351
DEPENSES TOTALES	10 352 319 780 054	16 895 755 109 915	63,2	19 577 300 794 804	15,9	21 522 892 791 472	9,9	57 995 948 696 190	19 331 982 898 730

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Octobre 2019

Les dépenses du budget général comprennent les dépenses courantes et les dépenses en capital.

Les dépenses courantes se situeraient à **11.986,0 milliards de FC** en moyenne au cours des trois prochaines années. D'une année à une autre, elles accuseraient une augmentation moyenne de **25,2%**. En 2020, elles devraient croître de **48,1%** pour se situer à **10.352,3 milliards de FC**.

Les dépenses en capital, quant à elles, se situeraient en moyenne à **5.925,1 milliards de FC** entre 2020-2022. Elles représenteraient **42,3%** des recettes courantes sur la période et **40,0%** en 2020. Elles accuseraient une augmentation moyenne de **41,6 %** d'une année à une autre, à raison de **100,0%** en 2020 ; **13,5%** en 2021 et **11,2%** en 2022.

3.1.2 Evolution des dépenses de Provinces

Comme le montre le tableau 5 ci-après, les dépenses totales de Provinces sont projetées à **10.854,4 milliards de FC** au cours de la période 2020-2022, à raison de **3.187,7 milliards de FC** en 2020, **3.644,9 milliards de FC** en 2021 et **4.021,9 milliards de FC** en 2022.

Les dépenses du budget général se situeraient à **10.772,6 milliards de FC** sur la période, soit une moyenne annuelle de **3.590,9 milliards de FC**. Elles sont constituées des dépenses courantes de **3.201,6 milliards de FC** et des dépenses en capital de **7.570,9 milliards de FC**, dégageant ainsi respectivement des moyennes annuelles de **1.067,2 milliards de FC** et de **2.523,4 milliards de FC**.

Tableau 5 : Evolution des dépenses des Provinces de 2020-2022

Rubriques	2019	Projections						Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
		2020	Taux Accr.	2021	Taux Accr.	2022	Taux Accr.		
BUDGET GENERAL	2 577 660 889 309	3 162 176 014 894	22,7	3 617 717 455 863	14,4	3 992 663 982 508	10,4	10 772 557 453 265	3 590 852 484 422
Dépenses courantes	1 566 832 778 985	932 443 852 667	- 40,5	1 093 052 703 091	17,2	1 176 124 708 526	7,6	3 201 621 264 284	1 067 207 088 095
Dette publique	148 358 953 434	156 370 336 919	5,4	166 534 408 819	6,5	179 191 023 889	7,6	502 095 769 626	167 365 256 542
Frais financiers	9 299 754 828	9 801 941 589	5,4	10 439 067 792	6,5	11 232 436 944	7,6	31 473 446 324	10 491 148 775
Dépenses de Personnel	631 920 884 183	31 532 137 200	- 95,0	33 581 726 118	6,5	36 133 937 303	7,6	101 247 800 621	33 749 266 874
Biens, matériels et prestations	227 356 503 533	555 708 649 760	144,4	691 829 711 994	24,5	744 408 770 106	7,6	1 991 947 131 860	663 982 377 287
Subventions et Transferts	549 896 683 007	179 030 787 200	- 67,4	190 667 788 368	6,5	205 158 540 284	7,6	574 857 115 852	191 619 038 617
Depenses en capital	1 010 828 110 324	2 229 732 162 227	120,6	2 524 664 752 772	13,2	2 816 539 273 982	11,6	7 570 936 188 981	2 523 645 396 327
Investissements sur Ressources propres	911 477 254 065	1 719 732 162 227	88,7	1 981 514 752 772	15,2	2 232 109 873 982	12,6	5 933 356 788 981	1 977 785 596 327
Investissements sur Ressources Extérieures	99 350 856 259	510 000 000 000	413,3	543 150 000 000	6,5	584 429 400 000	7,6	1 637 579 400 000	545 859 800 000
BUDGETS ANNEXES	24 182 710 427	25 488 576 790	5,4	27 145 334 281	6,5	29 208 379 687	7,6	81 842 290 758	27 280 763 586
DEPENSES TOTALES	2 601 843 599 736	3 187 664 591 685	22,5	3 644 862 790 144	14,3	4 021 872 362 195	10,3	10 854 399 744 024	3 618 133 248 008

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Octobre 2019

3.1.3 Evolution des dépenses des ETD

Les dépenses courantes des ETD se situeraient à **63,8 milliards de FC** en 2020, **67,9 milliards de FC** en 2021 et **73,1 milliards de FC** en 2022, soit une moyenne annuelle de **68,3 milliards de FC** sur la période.

Quant aux dépenses en capital, elles s'élèveraient respectivement à **41,2 milliards de FC**, **43,8 milliards de FC** et **47,2 milliards de FC** pour les mêmes exercices budgétaires, soit une moyenne annuelle de **44,1 milliards de FC**.

Tableau 6 : Evolution des dépenses des ETD par grande nature de 2020-2022

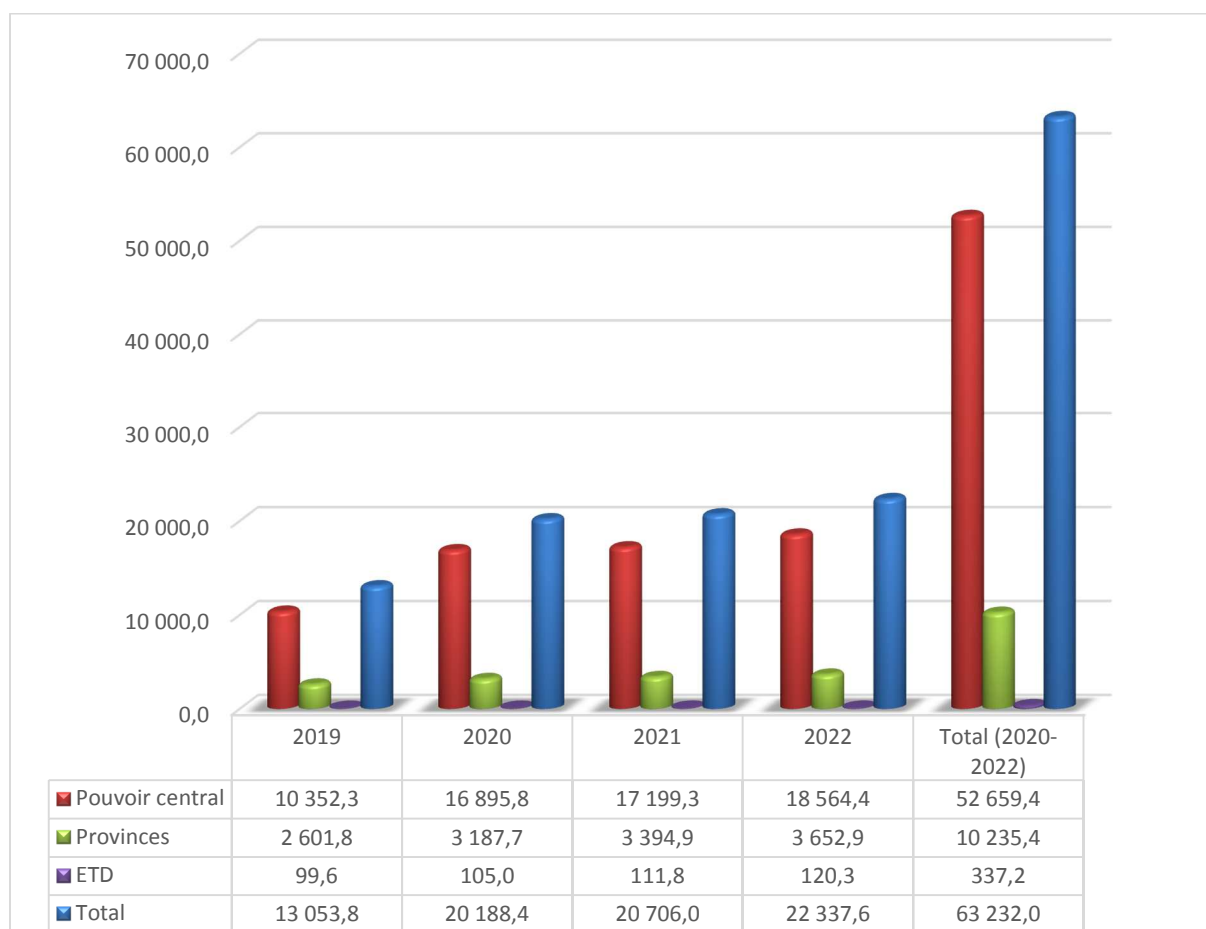
Rubriques	2019	Projections			Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
		2020	2021	2022		
Dépenses courantes	60 560 009 615	63 830 250 135	67 979 216 393	73 145 636 839	204 955 103 367	68 318 367 789
Dette publique	5 734 255 606	6 043 905 409	6 436 759 260	6 925 952 964	19 406 617 633	6 468 872 544
Frais financiers	359 446 936	378 857 071	403 482 780	434 147 472	1 216 487 322	405 495 774
Dépenses de Personnel	24 424 517 623	25 743 441 574	27 416 765 277	29 500 439 438	82 660 646 289	27 553 548 763
Biens, matériels et prestations	8 787 607 858	9 262 138 682	9 864 177 696	10 613 855 201	29 740 171 579	9 913 390 526
Subventions et Transferts	21 254 181 593	22 401 907 399	23 858 031 380	25 671 241 765	71 931 180 544	23 977 060 181
Depenses en capital	39 069 746 882	41 179 513 213	43 856 181 572	47 189 251 372	132 224 946 157	44 074 982 052
Investissements sur Ressources propres	35 229 714 371	37 132 118 947	39 545 706 678	42 551 180 386	119 229 006 011	39 743 002 004
Investissements sur Ressources Extérieures	3 840 032 511	4 047 394 266	4 310 474 894	4 638 070 986	12 995 940 146	4 331 980 049
Depenses totales	99 629 756 497	105 009 763 348	111 835 397 966	120 334 888 211	337 180 049 524	112 393 349 841

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Octobre 2019

3.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DE RECETTES

Les recettes publiques à mobiliser au cours de la période 2020-2022 pour couvrir l'ensemble des dépenses de l'Etat de la même période se situeraient à **63.232,0 milliards de FC**, à raison de **52.659,4 milliards de FC** pour le Pouvoir central, **10.235,4 milliards de FC** pour les Provinces et **337,2 milliards de FC** pour les ETD.

Graphique 2 : Evolution de recettes par niveau de gouvernance de 2020 à 2022 (en milliards de FC)



3.2.1 Evolution des recettes du Pouvoir Central

Au cours de la période 2020-2022, les recettes du Pouvoir Central seraient constituées de **48.396,4 milliards de FC** au titre de budget général, **997,8 milliards de FC** des budgets annexes et de **3.265,1 milliards de FC** des comptes spéciaux.

Les recettes courantes se situeraient en moyenne à **14.009,3 milliards de FC** entre 2020 et 2022. Elles augmenteraient en moyenne de **24,1%** d'une année à l'autre et représenteraient **12,6%** du PIB nominal au cours de la période sus indiquée.

Tableau 7 : Evolution des recettes du Pouvoir Central de 2020 à 2022

Agregats	2019	Projections						Total (2020-2022)	Moyenne (2019-2021)
		2020	Tx. acc.	2021	Tx. acc.	2022	Tx. Acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	9 604,9	15 584,8	62,3	15 787,0	1,3	17 024,6	7,8	48 396,4	16 132,1
Recettes courantes (en milliards de FC)	8 293,9	13 025,8	57,1	13 916,7	6,8	15 085,4	8,4	42 027,9	14 009,3
Douanes et accises	2 645,4	4 506,5	70,4	4 799,4	6,5	5 236,1	9,1	14 542,0	4 847,3
Impôts	4 011,4	6 047,0	50,7	6 452,1	6,7	6 974,7	8,1	19 473,8	6 491,3
Non fiscales	1 207,6	2 040,4	69,0	2 195,4	7,6	2 366,7	7,8	6 602,5	2 200,8
Pétroliers Producteurs	429,5	432,0	0,6	469,7	8,7	507,9	8,1	1 409,6	469,9
Recettes extérieures (en milliards de FC)	1 161,0	2 379,0	104,9	1 667,3	- 29,9	1 708,8	2,5	5 755,1	1 918,4
Recettes exceptionnelles (en milliards de FC)	150,0	180,0	20,0	203,0	12,8	230,4	13,5	613,4	204,5
PIB nominal (en milliards de FC)	86 760,9	97 683,6	12,6	110 543,2	13,2	125 803,0	13,8	334 029,8	111 343,3
Pression fiscale (%)	9,6	13,3	-	12,6	-	12,0	-	-	12,6
Ratio recettes courantes/ Recettes du BG (%)	86,4	83,6	-	88,2	-	88,6	-	-	86,8
Ratio recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	12,1	15,3	-	10,6	-	10,0	-	-	12,0
Recettes des Budgets annexes	169,7	305,4	80,0	331,8	8,6	360,6	8,7	997,8	332,6
Recettes des Comptes spéciaux	577,8	1 005,5	74,0	1 080,5	7,5	1 179,1	9,1	3 265,1	1 088,4
Total	10 352,3	16 895,8	63,2	17 199,3	1,8	18 564,4	7,9	52 659,4	17 553,1

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Octobre 2019

3.2.2 Evolution des recettes des Provinces

Au cours de la période 2020-2022, les recettes du budget général des Provinces se situeraient à **9.148,3 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **3.049,4 milliards de FC**. Les recettes des budgets annexes atteindraient une moyenne de **362,4 milliards de FC** sur la période.

Tableau 8 : Evolution des recettes des Provinces de 2020 à 2022

Agregats	2019	Projections						Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
		2020	Tx. acc.	2021	Tx. acc.	2022	Tx. acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	2 577,7	2 849,1	0,0	3 034,3	0,0	3 264,9	9 148,3	3 049,4	
Recettes spécifiques (en milliards de FC)	505,5	1 573,3	0,0	1 675,5	0,0	1 802,9	5 051,7	1 683,9	
Recettes d'intérêt commun (en milliards de FC)	1 211,7	605,8	- 50,0	645,2	6,5	694,2	1 945,3	648,4	
Recettes exceptionnelles (en milliards de FC)	697,4	-	-	-	-	-	-	-	
Recettes extérieures	163,2	670,0	-	713,6	-	767,8	2 151,3	717,1	
PIB (en milliards de FC)	86 760,9	97 683,6	12,6	110 543,2	13,2	125 803,0	334 029,8	111 343,3	
Pression fiscale (%)	2,0	2,2	-	2,1	-	2,0	-	2,1	
Ratio recettes courantes/ Recettes du BG (%)	66,6	76,5	-	76,5	-	76,5	-	76,5	
Ratio recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	6,3	23,5	-	23,5	-	23,5	-	23,5	
Recettes des Budgets annexes	24,2	338,6	1 300,0	360,6	6,5	388,0	1 087,1	362,4	
Total	2 601,8	3 187,7	0,0	3 394,9	0,0	3 652,9	9 536,3	3 178,8	

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Octobre 2019

3.2.3 Trajectoire des recettes des ETD

Au cours de la période 2020-2022, comme l'indique le tableau 9 ci-dessous, les recettes spécifiques des ETD se situeraient à **337,2 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **112,4 milliards de FC**.

Tableau 9 : Evolution des recettes des ETD de 2020 à 2022

Agregats	2019	Projections						Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
		2020	Tx. acc.	2021	Tx. acc.	2022	Tx. Acc.		
Recettes spécifiques (en milliards de FC)	99,6	105,0	5,4	111,8	6,5	120,3	7,6	337,2	112,4
PIB (en milliards de FC)	86 760,9	97 683,6	12,6	110 543,2	13,2	125 803,0	13,8	334 029,8	111 343,3

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Octobre 2019

3.3 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL 2020-2022

Le CDMT repris en annexe du présent document concerne uniquement le Pouvoir Central. Pour la période 2020-2022, il effectue l'allocation des ressources issues du CBMT aux différents secteurs en prenant en compte les gaps dégagés, tels que repris au point 4 ci-après.

IV. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT

L'évolution de recettes et de dépenses de 2020 à 2022 dégage un solde global négatif de **5.955,5 milliards de FC** imputable au Pouvoir Central et aux Provinces. Ce solde est nul en 2020, de **2.628,0 milliards de FC** en 2021 et de **3.327,5 milliards de FC** en 2022, tel que repris au tableau 10 suivant.

Pour le Pouvoir central, ce solde est de **2.378,0 milliards de FC** pour 2021 et de **2.958,5 milliards de FC** pour 2022, représentant respectivement **2,2%** et **2,4%** du PIB et **17,1%** et **19,6%** des recettes courantes.

Tableau 10 : Evolution du solde et de l'endettement de 2020 à 2022

Agrégats	2020	2021	2022	Total	Moyenne
DEPENSES TOTALES	20 188 429 464 947	23 333 998 982 914	25 665 100 041 878	69 187 528 489 739	23 062 509 496 580
Pouvoir central	16 895 755 109 915	19 577 300 794 805	21 522 892 791 472	57 995 948 696 191	19 331 982 898 730
Budget général	15 584 813 326 212	18 164 996 200 914	19 983 161 927 895	53 732 971 455 021	17 910 990 485 007
Budgets annexes	305 422 000 000	331 779 918 600	360 644 771 518	997 846 690 118	332 615 563 373
Comptes spéciaux	1 005 519 783 703	1 080 524 675 291	1 179 086 092 059	3 265 130 551 052	1 088 376 850 351
Provinces	3 187 664 591 685	3 644 862 790 144	4 021 872 362 195	10 854 399 744 024	3 618 133 248 008
ETD	105 009 763 348	111 835 397 966	120 334 888 211	337 180 049 524	112 393 349 841
RECETTES TOTALES	20 188 429 464 947	20 705 964 884 400	22 337 587 325 695	63 231 981 675 043	21 077 327 225 014
Pouvoir central	16 895 755 109 915	17 199 266 696 290	18 564 380 075 289	52 659 401 881 494	17 553 133 960 498
Budget général	15 584 813 326 212	15 786 962 102 400	17 024 649 211 712	48 396 424 640 324	16 132 141 546 775
Recettes courantes	13 025 824 506 910	13 916 677 504 743	15 085 442 434 699	42 027 944 446 352	14 009 314 815 451
Recettes exceptionnelles	180 000 000 000	203 004 000 000	230 409 540 000	613 413 540 000	204 471 180 000
Recettes extérieures	2 378 988 819 302	1 667 280 597 657	1 708 797 237 013	5 755 066 653 972	1 918 355 551 324
Budgets annexes	305 422 000 000	331 779 918 600	360 644 771 518	997 846 690 118	332 615 563 373
Comptes spéciaux	1 005 519 783 703	1 080 524 675 291	1 179 086 092 059	3 265 130 551 052	1 088 376 850 351
Provinces	3 187 664 591 685	3 394 862 790 144	3 652 872 362 195	10 235 399 744 024	3 411 799 914 675
ETD	105 009 763 348	111 835 397 966	120 334 888 211	337 180 049 524	112 393 349 841
Solde global	0	-2 628 034 098 514	-3 327 512 716 182	-5 955 546 814 696	-1 985 182 271 565
Solde Pouvoir central	0	-2 378 034 098 514	-2 958 512 716 183	-5 336 546 814 697	-1 778 848 938 232
Solde Provinces	0	-250 000 000 000	-369 000 000 000	-619 000 000 000	-309 500 000 000
Solde ETD	0	0	0	0	0
Ratio solde PC/Recettes courantes (%)	0,0	-17,1	-19,6	-12,7	-18,3
Ratio solde PC/PIB (%)	0,0	-2,2	-2,4	-	-2,3
Endettement global	0	-2 628 034 098 514	-3 327 512 716 182	-5 955 546 814 696	-2 977 773 407 348
Endettement PC	0	2 378 034 098 514	2 958 512 716 183	5 336 546 814 697	2 668 273 407 348

Comme on peut le constater, ces soldes déficitaires se situent en dessous du seuil préconisé par les critères de convergence macroéconomique de la SADC (**3%** du PIB).

Le financement de ces soldes appellent à de nouveaux emprunts, tant sur le marché financier local qu'extérieur, et de dons, en dehors de ce qui est renseigné dans le présent cadrage budgétaire au titre des recettes exceptionnelles et extérieures.

A cet effet, il convient de relever que la Banque mondiale s'est engagée à accorder des dons, à raison de **1 milliard de USD** l'an et des emprunts concessionnels pour financer les investissements et la gratuité de l'enseignement. Aussi, des appuis budgétaires sont-ils attendus du FMI dans l'hypothèse de la conclusion d'un programme formel.

V. RISQUES ET CONTRAINTES

La programmation budgétaire des politiques publiques prévues par le Gouvernement dans son programme pour la période 2020-2022 ainsi défini est tributaire, pour sa mise en œuvre telle que prévue, à des facteurs externes et internes.

Il s'agit :

1. Sur le plan externe

- du respect, par les partenaires au développement qui se sont déjà prononcés, de leurs engagements en termes de dons;
- des conditions d'emprunt favorables sur le marché financier international susceptibles d'encourager la levée de fonds ;
- du maintien des cours des matières premières à leurs niveaux qui ont servi aux prévisions des recettes issues des ressources naturelles ;
- de l'approbation par le Conseil d'administration de la Banque mondiale de l'accord de don et d'emprunt envisagé ;
- la conclusion d'un programme formel avec le FMI.

2. Sur le plan interne

- de l'impératif de la mise en œuvre effective de la politique budgétaire définie sur la période en matière de recettes ;
- de la bonne gouvernance financière pour créer les conditions favorables dans la mise en œuvre des budgets ;
- de la mise en œuvre harmonieuse des déclencheurs préconisés dans le cadre de la gouvernance économique pour l'obtention des appuis budgétaires du FMI ;
- d'un climat politique et économique favorable pour encourager la souscription des bons et obligations du Trésor.

CONCLUSION

Le cadre budgétaire 2020-2022 ainsi défini reflète l'activité économique du pays traduite dans le cadrage macroéconomique de la même période et les objectifs des politiques publiques définies par le Gouvernement.

L'évolution de dépenses et de recettes dégage des soldes déficitaires sur la période qui traduisent la volonté du Président de la République et du Gouvernement de financer principalement les dépenses des secteurs productifs, en vue de booster la croissance. Ainsi, leur financement nécessite l'implication de toutes les parties prenantes, gage d'avoir des budgets qui en résulteraient répondant à l'intérêt général.

ANNEXE

CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT-CENTRAL) 2020-2022 : PAR SECTION-TITRE

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	261 992 519 040	278 889 632 284	300 085 244 338
	DEPENSES DE PERSONNEL	105 689 059 162	112 426 447 514	120 970 857 525
	BIENS ET MATERIELS	14 702 188 439	15 657 830 688	16 847 825 820
	DEPENSES DE PRESTATIONS	64 869 224 912	69 085 724 531	74 336 239 596
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ÉTAT	65 596 625 766	69 860 406 441	75 169 797 330
	EQUIPEMENTS	7 142 139 577	7 606 378 650	8 184 463 427
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES	3 993 281 184	4 252 844 461	4 576 060 640
11	PRIMATURE	81 996 081 409	87 425 826 701	93 962 589 530
	DEPENSES DE PERSONNEL	39 320 169 117	41 875 980 110	45 058 554 598
	BIENS ET MATERIELS	9 364 956 955	9 973 679 157	10 731 678 773
	DEPENSES DE PRESTATIONS	20 377 884 581	21 702 447 079	23 351 833 057
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ÉTAT	10 109 601 741	10 766 725 854	11 584 997 019
	EQUIPEMENTS	715 481 134	861 987 408	819 898 451
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES	2 107 987 881	2 245 007 093	2 415 627 632
12	VICE-PRIMATURES	11 500 000 000	12 247 500 000	13 178 310 000
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ÉTAT	11 500 000 000	12 247 500 000	13 178 310 000
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	41 735 495 114	44 448 302 296	48 144 973 271
	DEPENSES DE PERSONNEL	9 073 681 442	9 663 470 736	10 397 894 512
	BIENS ET MATERIELS	13 466 560 069	14 341 886 473	15 431 869 845
	DEPENSES DE PRESTATIONS	10 320 284 371	10 991 102 855	12 145 026 672
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ÉTAT	6 750 000 000	7 188 750 000	7 735 095 000
	EQUIPEMENTS	351 719 305	374 581 060	403 049 220
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES	1 773 249 927	1 888 511 172	2 032 038 021
16	ASSEMBLEE NATIONALE	267 096 323 004	284 457 583 999	306 076 360 383
	DEPENSES DE PERSONNEL	77 476 711 361	82 512 697 599	88 783 662 617
	BIENS ET MATERIELS	1 091 962 469	1 162 940 029	1 251 323 472
	DEPENSES DE PRESTATIONS	7 346 694 277	7 824 229 405	8 418 870 840
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ÉTAT	170 733 874 431	181 831 576 269	195 650 776 065
	EQUIPEMENTS	4 536 247 377	4 831 103 457	5 198 267 319
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES	5 910 833 089	6 295 037 240	6 773 460 070
17	SÉNAT	99 417 723 902	105 879 875 956	113 926 746 528
	DEPENSES DE PERSONNEL	25 286 935 831	26 930 586 660	28 977 311 246

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	BIENS ET MATERIELS	551 969 437	587 847 450	632 523 857
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 163 018 871	3 368 615 098	3 624 629 845
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	65 363 191 220	69 611 798 649	74 902 295 347
	EQUIPEMENTS	4 803 679 636	5 115 918 812	5 504 728 642
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	248 928 907	265 109 286	285 257 592
18	ORGANE DÉLIBÉRANT PROVINCIAL OU LOCAL	23 129 547 122	24 632 967 685	26 505 073 229
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	23 129 547 122	24 632 967 685	26 505 073 229
19	ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	334 078 255 913	370 793 342 542	394 833 636 581
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	312 000 000 000	332 280 000 000	357 533 280 000
	EQUIPEMENTS	773 666 352	823 954 665	886 575 219
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	21 304 589 561	37 689 387 877	36 413 781 362
20	POUVOIR JUDICIAIRE	241 793 902 998	276 048 542 241	297 236 762 678
	DEPENSES DE PERSONNEL	125 514 253 789	133 672 680 285	143 831 803 987
	BIENS ET MATERIELS	8 707 460 769	9 273 445 719	9 978 227 594
	DEPENSES DE PRESTATIONS	51 787 967 406	69 701 598 323	75 207 451 022
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	43 570 416 379	50 393 115 957	54 222 992 769
	EQUIPEMENTS	8 997 008 459	9 581 814 009	10 310 031 874
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	3 216 796 196	3 425 887 949	3 686 255 433
21	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	61 502 628 426	65 500 299 274	70 478 322 018
	DEPENSES DE PERSONNEL	49 119 543 412	52 312 313 734	56 288 049 578
	BIENS ET MATERIELS	4 712 703 954	5 019 029 711	5 400 475 969
	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 250 503 968	2 396 786 726	2 578 942 517
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	4 837 660 032	5 152 107 934	5 543 668 137
	EQUIPEMENTS	375 337 902	399 734 866	430 114 715
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	206 879 158	220 326 303	237 071 102
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	63 649 581 510	67 786 804 308	72 938 601 436
	DEPENSES DE PERSONNEL	39 949 904 866	42 546 648 682	45 780 193 982
	BIENS ET MATERIELS	4 952 250 004	5 274 146 254	5 674 981 370
	DEPENSES DE PRESTATIONS	8 139 735 539	8 668 818 349	9 327 648 544
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	6 905 077 670	7 353 907 719	7 912 804 705
	EQUIPEMENTS	1 712 307 443	1 823 607 427	1 962 201 591
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	1 990 305 988	2 119 675 877	2 280 771 244
23	COOPÉRATION INTERNATIONNALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE	20 432 729 895	21 760 857 338	23 414 682 496
	DEPENSES DE PERSONNEL	7 400 894 981	7 881 953 155	8 480 981 595
	BIENS ET MATERIELS	3 138 058 915	3 342 032 744	3 596 027 233

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	DEPENSES DE PRESTATIONS	8 998 055 756	9 582 929 380	10 311 232 013
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	653 000 000	695 445 000	748 298 820
	EQUIPEMENTS	242 720 243	258 497 059	278 142 835
24	DECENTRALISATION ET REFORMES INSTITUTIONNELLES	1 049 928 264 922	1 130 173 602 142	1 235 501 465 257
	DEPENSES DE PERSONNEL	14 768 446 616	19 728 395 646	23 953 753 715
	BIENS ET MATERIELS	1 645 180 579	1 752 117 317	1 900 871 233
	DEPENSES DE PRESTATIONS	7 329 665 853	15 806 094 133	33 520 002 796
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 850 084 778	1 970 340 289	2 120 086 151
	EQUIPEMENTS	360 685 312 222	384 129 857 516	413 504 157 532
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	663 649 574 874	706 786 797 241	760 502 593 831
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	668 277 981 336	711 716 050 123	931 811 746 217
	DEPENSES DE PERSONNEL	490 154 256 037	522 014 282 679	561 687 368 163
	BIENS ET MATERIELS	25 803 411 136	27 480 632 860	29 569 160 957
	DEPENSES DE PRESTATIONS	61 586 417 321	65 589 534 447	71 040 820 133
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	39 471 014 533	42 036 630 478	45 231 414 394
	EQUIPEMENTS	25 817 954 092	27 496 121 108	194 585 826 312
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	25 444 928 217	27 098 848 551	29 697 156 258
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	3 252 205 050	3 463 598 378	3 862 600 405
	DEPENSES DE PERSONNEL	1 259 488 816	1 341 355 589	1 502 939 928
	BIENS ET MATERIELS	355 524 047	378 633 110	432 705 999
	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 045 663 043	1 113 631 141	1 249 097 570
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	30 000 000	31 950 000	34 378 200
	EQUIPEMENTS	325 095 820	346 227 048	372 540 304
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	236 433 324	251 801 490	270 938 403
27	DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS	623 451 047 591	663 975 365 684	714 437 493 476
	DEPENSES DE PERSONNEL	412 329 179 631	439 130 576 307	472 504 500 106
	BIENS ET MATERIELS	94 568 212 572	100 715 146 389	108 369 497 515
	DEPENSES DE PRESTATIONS	67 138 130 325	71 502 108 796	76 936 269 065
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 762 165 955	9 331 706 742	10 040 916 454
	EQUIPEMENTS	2 393 188 500	2 548 745 753	2 742 450 430
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	38 260 170 608	40 747 081 698	43 843 859 907
28	ANCIENS COMBATTANTS	8 964 080 511	9 546 745 744	10 272 298 421
	DEPENSES DE PERSONNEL	2 124 774 980	2 262 885 354	2 434 864 641

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	BIENS ET MATERIELS	1 314 308 161	1 399 738 191	1 506 118 294
	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 089 800 262	2 225 637 279	2 394 785 712
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	435 197 108	463 484 920	498 709 774
	EQUIPEMENTS	500 000 000	532 500 000	572 970 000
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	2 500 000 000	2 662 500 000	2 864 850 000
29	ÉCONOMIE NATIONALE	29 121 081 926	31 013 952 251	33 371 012 622
	DEPENSES DE PERSONNEL	15 882 700 991	16 915 076 555	18 200 622 374
	BIENS ET MATERIELS	690 211 683	735 075 442	790 941 176
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 862 054 491	5 178 088 033	5 571 622 723
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 042 050 352	1 109 783 625	1 194 127 180
	EQUIPEMENTS	6 644 064 409	7 075 928 596	7 613 699 169
30	FINANCES	2 721 310 497 312	3 676 201 859 151	3 960 245 745 504
	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	626 035 049 903	688 599 742 795	755 679 032 177
	FRAIS FINANCIERS	179 472 865 244	253 582 229 913	252 609 855 583
	DEPENSES DE PERSONNEL	214 516 391 292	228 459 956 726	245 822 913 437
	BIENS ET MATERIELS	1 737 916 673	1 850 881 257	1 991 548 232
	DEPENSES DE PRESTATIONS	19 777 435 720	21 062 969 042	22 663 754 689
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 610 456 909 076	2 408 826 744 603	2 602 049 037 125
	EQUIPEMENTS	36 275 189 865	38 633 077 206	41 569 191 074
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	33 038 739 539	35 186 257 609	37 860 413 187
31	BUDGET	447 960 606 046	527 078 045 439	578 335 976 892
	DEPENSES DE PERSONNEL	194 206 646 026	206 830 078 018	222 549 163 947
	BIENS ET MATERIELS	12 396 548 042	13 202 323 665	14 205 700 263
	DEPENSES DE PRESTATIONS	144 467 596 411	173 857 990 178	180 551 197 431
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	89 134 692 765	94 928 447 795	102 143 009 827
	EQUIPEMENTS	3 744 311 028	33 987 691 245	54 290 755 779
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	4 010 811 774	4 271 514 539	4 596 149 644
32	PLAN	122 911 329 086	131 766 857 175	140 849 008 453
	DEPENSES DE PERSONNEL	47 960 041 974	51 077 444 702	54 959 330 500
	BIENS ET MATERIELS	1 330 125 187	1 416 583 324	1 524 243 657
	DEPENSES DE PRESTATIONS	9 574 272 321	10 196 600 022	10 971 541 624
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	16 690 203 092	17 775 066 293	19 125 971 331
	EQUIPEMENTS	43 884 010 271	47 602 762 637	50 288 442 730
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	3 472 676 241	3 698 400 197	3 979 478 612
33	RECONSTRUCTION	4 664 093 776	4 967 259 871	5 344 771 622

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	DEPENSES DE PERSONNEL	1 313 124 770	1 398 477 880	1 504 762 199
	BIENS ET MATERIELS	614 650 828	654 603 132	704 352 970
	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 772 525 306	1 887 739 451	2 031 207 649
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	90 000 000	95 850 000	103 134 600
	EQUIPEMENTS	873 792 872	930 589 409	1 001 314 204
34	JUSTICE	84 111 690 488	89 578 950 370	96 386 950 598
	DEPENSES DE PERSONNEL	20 272 140 798	21 589 829 950	23 230 657 026
	BIENS ET MATERIELS	6 897 728 614	7 346 080 974	7 904 383 128
	DEPENSES DE PRESTATIONS	7 495 818 774	7 983 046 994	8 589 758 566
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	4 943 957 706	5 265 314 957	5 665 478 894
	EQUIPEMENTS	9 822 169 737	10 460 610 770	11 255 617 188
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	34 679 874 859	36 934 066 725	39 741 055 796
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	4 396 953 114	4 682 755 066	5 038 644 451
	DEPENSES DE PERSONNEL	1 651 949 806	1 759 326 543	1 893 035 361
	BIENS ET MATERIELS	592 719 245	631 245 996	679 220 692
	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 634 661 478	1 740 914 474	1 873 223 974
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	40 000 000	42 600 000	45 837 600
	EQUIPEMENTS	477 622 585	508 668 053	547 326 825
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	10 252 941 118	10 919 382 291	11 749 255 345
	DEPENSES DE PERSONNEL	6 077 977 213	6 473 045 732	6 964 997 207
	BIENS ET MATERIELS	903 494 412	962 221 549	1 035 350 386
	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 336 852 813	2 488 748 246	2 677 893 113
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	255 000 000	271 575 000	292 214 700
	EQUIPEMENTS	679 616 680	723 791 764	778 799 938
37	SANTE	877 439 984 435	939 688 475 688	1 088 752 660 016
	DEPENSES DE PERSONNEL	497 896 578 445	530 259 856 044	570 559 605 103
	BIENS ET MATERIELS	15 171 304 289	16 157 439 068	17 385 404 437
	DEPENSES DE PRESTATIONS	17 208 944 499	18 327 525 891	19 720 417 859
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	22 010 534 985	23 441 219 759	108 481 836 713
	EQUIPEMENTS	137 444 388 593	146 378 273 852	157 503 022 665
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	187 708 233 624	205 124 161 074	215 102 373 239
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	2 784 579 228 031	3 065 576 877 853	3 214 817 433 704
	DEPENSES DE PERSONNEL	1 814 835 316 725	1 932 799 612 312	2 079 692 382 848
	BIENS ET MATERIELS	15 846 320 203	16 876 331 016	18 158 932 173
	DEPENSES DE PRESTATIONS	123 787 398 187	131 833 579 069	141 852 931 078

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	22 536 871 578	24 001 768 231	25 825 902 616
	EQUIPEMENTS	656 797 948 215	799 489 814 849	776 507 753 911
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	150 775 373 123	160 575 772 376	172 779 531 077
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	368 472 992 126	392 423 736 614	422 247 940 597
	DEPENSES DE PERSONNEL	288 953 611 386	307 735 596 126	331 123 501 432
	BIENS ET MATERIELS	1 459 861 799	1 554 752 816	1 672 914 030
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 254 723 936	3 466 280 992	3 729 718 347
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	49 779 253 967	53 014 905 475	57 044 038 291
	EQUIPEMENTS	8 867 526 000	9 443 915 190	10 161 652 744
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	16 158 015 038	17 208 286 015	18 516 115 753
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	64 031 746 942	155 135 468 455	166 925 764 057
	DEPENSES DE PERSONNEL	35 142 146 548	37 426 386 074	40 270 791 415
	BIENS ET MATERIELS	725 243 643	772 384 480	831 085 700
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 526 736 947	3 755 974 849	4 041 428 937
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	13 414 949 906	101 228 579 611	108 921 951 662
	EQUIPEMENTS	10 400 346 009	11 076 368 500	11 918 172 506
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	822 323 889	875 774 942	942 333 837
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	647 597 158 515	771 197 711 516	772 181 818 485
	DEPENSES DE PERSONNEL	74 417 316 253	79 254 441 809	85 277 779 387
	BIENS ET MATERIELS	1 468 254 834	1 563 691 398	1 682 531 944
	DEPENSES DE PRESTATIONS	7 748 431 154	8 252 079 179	8 879 237 197
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	3 378 835 031	3 598 459 308	3 871 942 215
	EQUIPEMENTS	92 320 502 372	98 321 335 026	105 793 756 488
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	468 263 818 871	580 207 704 796	566 676 571 253
43	URBANISME ET HABITAT	76 432 191 842	81 400 284 312	87 586 705 919
	DEPENSES DE PERSONNEL	6 554 071 234	6 980 085 864	7 510 572 390
	BIENS ET MATERIELS	860 335 914	916 257 748	985 893 337
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 778 070 913	4 023 645 522	4 329 442 582
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	10 545 000 000	11 230 425 000	12 083 937 300
	EQUIPEMENTS	52 057 384 096	55 441 114 062	59 654 638 731
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	2 637 329 685	2 808 756 115	3 022 221 579
44	AGRICULTURE	241 183 743 989	314 721 807 359	277 187 109 140
	DEPENSES DE PERSONNEL	51 492 630 214	54 839 651 178	59 007 464 667
	BIENS ET MATERIELS	5 869 424 698	6 250 937 303	6 726 008 538
	DEPENSES DE PRESTATIONS	20 366 049 018	21 689 842 204	23 338 270 212

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	10 644 714 768	11 336 621 228	12 198 204 441
	EQUIPEMENTS	79 275 286 694	101 789 300 340	91 649 731 587
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	73 535 638 597	118 815 455 106	84 267 429 694
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	456 561 575 728	571 238 078 150	609 220 037 497
	DEPENSES DE PERSONNEL	28 984 155 693	30 868 125 813	33 214 103 375
	BIENS ET MATERIELS	3 468 728 800	3 694 196 172	3 974 955 081
	DEPENSES DE PRESTATIONS	9 461 656 971	10 076 664 674	10 842 491 189
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	12 798 086 305	13 629 961 915	14 665 839 020
	EQUIPEMENTS	129 649 743 042	173 076 976 340	159 938 210 521
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	272 199 204 917	339 892 153 237	386 584 438 311
46	INDUSTRIE	21 493 800 367	22 890 897 391	24 630 605 593
	DEPENSES DE PERSONNEL	7 727 124 747	8 229 387 856	8 854 821 333
	BIENS ET MATERIELS	507 725 715	540 727 886	581 823 206
	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 486 001 918	2 647 592 043	2 848 809 038
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 952 196 044	2 079 088 787	2 237 099 535
	EQUIPEMENTS	7 154 246 425	7 619 272 443	8 198 337 148
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	1 666 505 518	1 774 828 377	1 909 715 333
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	39 864 976 241	47 285 799 697	45 499 520 474
	DEPENSES DE PERSONNEL	10 675 072 594	16 315 702 313	12 175 695 688
	BIENS ET MATERIELS	900 351 972	926 924 850	997 371 139
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 231 739 403	4 421 602 464	4 757 644 251
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	5 393 762 140	5 744 356 679	6 180 927 787
	EQUIPEMENTS	13 121 826 451	13 974 745 170	15 036 825 803
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	5 542 223 681	5 902 468 220	6 351 055 805
48	MINES	61 453 103 509	65 447 555 237	70 451 579 435
	DEPENSES DE PERSONNEL	8 921 487 957	9 501 384 674	10 223 489 909
	BIENS ET MATERIELS	1 157 564 465	1 232 806 155	1 341 499 423
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 707 454 740	3 948 439 298	4 263 530 685
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 896 203 013	9 474 456 209	10 194 514 881
	EQUIPEMENTS	38 705 829 749	41 221 708 683	44 354 558 543
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	64 563 585	68 760 218	73 985 995
49	HYDROCARBURES	39 512 107 606	42 080 394 600	45 278 504 590
	DEPENSES DE PERSONNEL	1 277 894 131	1 360 957 250	1 464 390 000
	BIENS ET MATERIELS	1 192 716 176	1 270 242 727	1 366 781 175
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 847 504 454	4 097 592 244	4 409 009 254

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 691 575 527	2 866 527 936	3 084 384 059
	EQUIPEMENTS	15 282 667 746	16 276 041 149	17 513 020 277
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	15 219 749 572	16 209 033 294	17 440 919 825
50	RESSOURCES HYDRAULIQUE ET DE L'ELECTRICITE	512 357 233 954	557 009 019 583	664 623 250 940
	DEPENSES DE PERSONNEL	8 005 689 405	8 526 059 216	9 174 039 717
	BIENS ET MATERIELS	1 330 075 691	1 416 530 611	1 524 186 937
	DEPENSES DE PRESTATIONS	5 307 116 799	5 652 079 391	6 081 637 425
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 818 970 109	3 002 203 166	3 230 370 607
	EQUIPEMENTS	81 037 169 760	86 304 585 794	92 863 734 315
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	413 858 212 190	452 107 561 404	551 749 281 940
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	464 255 032 575	494 431 609 692	632 062 237 016
	DEPENSES DE PERSONNEL	20 684 538 455	22 029 033 455	23 703 239 997
	BIENS ET MATERIELS	959 462 720	1 021 827 797	1 099 486 709
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 438 729 207	4 727 246 605	5 140 342 334
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	101 960 032 514	108 587 434 627	116 840 079 659
	EQUIPEMENTS	275 015 324 104	292 891 320 171	415 151 060 504
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	61 196 945 575	65 174 747 037	70 128 027 812
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	20 758 522 820	22 107 826 803	52 512 691 610
	DEPENSES DE PERSONNEL	5 474 139 979	5 829 959 078	6 273 035 968
	BIENS ET MATERIELS	1 376 225 023	1 465 679 649	30 301 741 273
	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 853 850 654	1 974 350 947	2 124 401 618
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	4 045 148 535	4 308 083 190	4 635 497 512
	EQUIPEMENTS	7 523 718 143	8 012 759 822	8 621 729 569
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	485 440 486	516 994 118	556 285 671
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	75 034 628 126	81 911 878 954	88 985 181 755
	DEPENSES DE PERSONNEL	58 204 574 782	61 987 872 143	66 698 950 426
	BIENS ET MATERIELS	878 620 807	935 731 159	1 006 846 728
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 250 623 893	5 461 914 446	6 725 019 944
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	6 495 628 322	6 917 844 163	7 443 600 319
	EQUIPEMENTS	5 371 376 770	5 720 516 260	6 155 275 496
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	833 803 552	888 000 783	955 488 842
54	DROITS HUMAINS	9 000 000 000	9 585 000 000	10 313 460 000
	DEPENSES DE PERSONNEL	2 066 478 320	2 200 799 411	2 368 060 166
	BIENS ET MATERIELS	678 957 161	723 089 376	778 044 169
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 203 880 729	3 412 132 976	3 671 455 083

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 602 573 679	2 771 740 968	2 982 393 282
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	448 110 111	477 237 268	513 507 301
55	AFFAIRES FONCIERES	18 712 005 945	19 928 286 331	21 442 836 093
	DEPENSES DE PERSONNEL	10 032 852 983	10 684 988 427	11 497 047 547
	BIENS ET MATERIELS	2 221 269 468	2 365 651 983	2 545 441 534
	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 393 649 598	2 549 236 822	2 742 978 820
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 152 569 263	2 292 486 265	2 466 715 221
	EQUIPEMENTS	1 329 136 050	1 415 529 893	1 523 110 165
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	582 528 583	620 392 941	667 542 804
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	95 317 376 882	101 513 006 379	109 227 994 864
	DEPENSES DE PERSONNEL	14 997 235 450	15 972 055 754	17 185 931 992
	BIENS ET MATERIELS	1 198 467 012	1 276 367 368	1 373 371 288
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 459 669 221	4 749 547 720	5 110 513 347
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	3 433 035 042	3 656 182 320	3 934 052 176
	EQUIPEMENTS	71 228 970 157	75 858 853 217	81 624 126 062
57	TOURISME	27 129 819 911	28 893 258 205	31 089 145 829
	DEPENSES DE PERSONNEL	8 585 969 862	9 144 057 903	9 839 006 304
	BIENS ET MATERIELS	1 044 870 373	1 112 786 947	1 197 358 755
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 939 801 341	5 260 888 428	5 660 715 949
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	5 348 336 659	5 695 978 542	6 128 872 911
	EQUIPEMENTS	3 322 640 369	3 538 611 993	3 807 546 504
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	3 888 201 307	4 140 934 392	4 455 645 406
58	CULTURE ET ARTS	35 305 969 684	37 600 857 713	40 701 243 143
	DEPENSES DE PERSONNEL	17 845 548 850	19 005 509 525	20 449 928 249
	BIENS ET MATERIELS	1 033 787 588	1 100 983 781	1 184 658 549
	DEPENSES DE PRESTATIONS	6 299 274 134	6 708 726 953	7 218 590 201
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	5 452 945 949	5 807 387 436	6 248 748 881
	EQUIPEMENTS	631 072 632	672 092 353	868 803 518
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	4 043 340 531	4 306 157 666	4 730 513 745
59	JEUNESSE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	26 619 930 218	28 350 225 682	30 504 842 834
	DEPENSES DE PERSONNEL	12 618 131 455	13 438 310 000	14 459 621 560
	BIENS ET MATERIELS	1 617 990 513	1 723 159 896	1 854 120 048
	DEPENSES DE PRESTATIONS	5 751 142 442	6 124 966 701	6 590 464 170
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 176 239 104	2 317 694 646	2 493 839 439
	EQUIPEMENTS	4 208 852 056	4 482 427 440	4 823 091 925

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	247 574 648	263 667 000	283 705 692
60	SPORTS ET LOISIRS	90 140 856 354	96 000 012 017	109 953 723 536
	DEPENSES DE PERSONNEL	5 603 077 053	5 967 277 061	6 420 790 118
	BIENS ET MATERIELS	2 246 898 255	2 392 946 642	2 574 810 586
	DEPENSES DE PRESTATIONS	7 182 989 706	7 649 884 037	8 231 275 224
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 977 253 406	9 560 774 877	10 287 393 768
	EQUIPEMENTS	1 767 339 094	1 882 216 135	2 025 264 561
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	64 363 298 840	68 546 913 265	80 414 189 279
61	FONCTION PUBLIQUE	205 224 070 987	218 563 635 601	235 454 236 907
	DEPENSES DE PERSONNEL	89 194 225 180	94 991 849 817	102 211 230 403
	BIENS ET MATERIELS	1 500 970 590	1 598 533 678	1 720 022 238
	DEPENSES DE PRESTATIONS	8 096 376 830	8 622 641 324	9 557 727 065
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	67 437 906 368	71 821 370 282	77 279 794 423
	EQUIPEMENTS	34 944 197 806	37 215 570 663	40 043 954 034
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	4 050 394 213	4 313 669 837	4 641 508 744
62	EMPLOI ET TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE	29 326 784 121	285 842 881 872	299 299 159 727
	DEPENSES DE PERSONNEL	15 910 414 847	16 944 591 812	18 232 380 790
	BIENS ET MATERIELS	1 805 350 730	1 922 698 527	2 068 823 616
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 984 422 383	4 243 409 838	4 565 908 986
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	5 444 429 543	223 761 013 668	242 282 871 958
	EQUIPEMENTS	2 182 166 618	38 971 168 026	32 149 174 377
63	PREVOYANCE SOCIALE	11 208 346 707	11 936 889 243	12 844 092 825
	DEPENSES DE PERSONNEL	3 421 255 355	3 643 636 953	3 920 553 362
	BIENS ET MATERIELS	778 893 308	829 521 373	892 564 997
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 244 213 896	4 520 087 799	4 863 614 472
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 793 103 178	1 909 654 885	2 054 788 656
	EQUIPEMENTS	251 084 078	267 404 543	287 727 288
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	719 796 892	766 583 690	824 844 050
64	AFFAIRES SOCIALES	129 180 227 749	137 576 942 553	148 032 790 187
	DEPENSES DE PERSONNEL	38 344 206 240	40 836 579 646	43 940 159 699
	BIENS ET MATERIELS	1 397 243 480	1 488 064 306	1 601 157 193
	DEPENSES DE PRESTATIONS	5 826 662 782	6 205 395 863	6 677 005 948
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	14 452 963 876	15 392 406 528	16 562 229 424
	EQUIPEMENTS	40 318 728 141	42 939 445 470	46 202 843 326
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	28 840 423 230	30 715 050 740	33 049 394 596

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	60 574 752 668	64 512 111 591	69 415 032 072
	DEPENSES DE PERSONNEL	8 549 239 897	9 104 940 490	9 796 915 968
	BIENS ET MATERIELS	1 701 915 857	1 812 540 388	1 950 293 457
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 749 774 076	5 058 509 391	5 442 956 105
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	5 548 394 367	5 909 040 001	6 358 127 041
	EQUIPEMENTS	34 379 652 043	36 614 329 426	39 397 018 462
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	5 645 776 428	6 012 751 896	6 469 721 040
68	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	4 800 987 898	5 113 052 111	5 501 644 072
	DEPENSES DE PERSONNEL	180 000 000	191 700 000	206 269 200
	BIENS ET MATERIELS	85 000 000	90 525 000	97 404 900
	DEPENSES DE PRESTATIONS	635 000 000	676 275 000	727 671 900
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 600 000 000	1 704 000 000	1 833 504 000
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	2 300 987 898	2 450 552 111	2 636 794 072
69	INTEGRATION REGIONALE	6 909 194 992	10 837 764 762	7 917 522 909
	DEPENSES DE PERSONNEL	3 836 869 380	7 565 737 986	4 396 822 097
	BIENS ET MATERIELS	942 832 733	1 004 116 861	1 080 429 742
	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 605 217 155	1 709 556 270	1 839 482 547
	EQUIPEMENTS	524 275 724	558 353 646	600 788 523
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	99 885 147 837	106 377 682 446	114 462 386 312
	DEPENSES DE PERSONNEL	1 585 696 767	1 688 767 057	1 817 113 353
	BIENS ET MATERIELS	1 507 497 843	1 605 485 203	1 727 502 078
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 016 040 365	4 277 082 989	4 602 141 296
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	88 855 980 943	94 631 619 704	101 823 622 802
	EQUIPEMENTS	728 160 729	775 491 176	834 428 506
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	3 191 771 190	3 399 236 317	3 657 578 277
74	PORTEFEUILLE	26 495 815 625	28 218 043 641	30 362 614 957
	DEPENSES DE PERSONNEL	4 566 133 125	4 862 931 778	5 232 514 593
	BIENS ET MATERIELS	1 084 123 712	1 154 591 753	1 242 340 727
	DEPENSES DE PRESTATIONS	5 128 140 293	5 461 469 412	5 876 541 087
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	9 252 499 526	9 853 911 995	10 602 809 307
	EQUIPEMENTS	4 037 716 546	4 300 168 121	4 626 980 899
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	2 427 202 423	2 584 970 580	2 781 428 345
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	10 500 000 000	11 182 500 000	12 032 370 000
	DEPENSES DE PERSONNEL	1 000 000 000	1 065 000 000	1 145 940 000
	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 500 000 000	2 662 500 000	2 864 850 000

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 000 000 000	7 455 000 000	8 021 580 000
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	273 961 610 421	291 769 115 098	313 943 567 846
	DEPENSES DE PERSONNEL	26 760 169 611	28 499 580 636	30 665 548 764
	BIENS ET MATERIELS	2 843 994 700	3 028 854 356	3 259 047 287
	DEPENSES DE PRESTATIONS	14 477 702 244	15 418 752 890	16 590 578 109
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	224 498 765 671	239 091 185 440	257 262 115 533
	EQUIPEMENTS	1 999 229 495	2 129 179 412	2 290 997 048
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	3 381 748 700	3 601 562 366	3 875 281 105
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	154 786 461 995	164 847 582 025	237 375 998 259
	DEPENSES DE PERSONNEL	5 909 884 946	6 294 027 467	6 772 373 555
	BIENS ET MATERIELS	2 332 381 914	2 483 986 738	2 672 769 731
	DEPENSES DE PRESTATIONS	14 346 848 209	15 279 393 343	76 440 627 237
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 922 875 000	3 112 861 875	3 349 439 378
	EQUIPEMENTS	56 823 771 169	60 517 316 295	65 116 632 333
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	72 450 700 757	77 159 996 306	83 024 156 025
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	11 732 289 203	12 494 888 001	13 444 499 489
	DEPENSES DE PERSONNEL	4 185 056 508	4 457 085 181	4 795 823 655
	BIENS ET MATERIELS	816 616 010	869 696 051	935 792 950
	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 900 495 954	2 024 028 191	2 177 854 334
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	4 402 933 104	4 689 123 756	5 045 497 161
	EQUIPEMENTS	38 835 239	41 359 530	44 502 854
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	388 352 388	413 595 293	445 028 536
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	12 745 528 057	13 573 987 381	14 605 610 422
	DEPENSES DE PERSONNEL	6 801 866 638	7 243 987 969	7 794 531 055
	BIENS ET MATERIELS	808 223 962	860 758 520	926 176 167
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 542 695 382	4 837 970 582	5 205 656 346
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	53 525 176	57 004 312	61 336 640
	EQUIPEMENTS	539 216 899	574 265 997	617 910 213
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	14 554 387 074	15 500 422 234	16 678 454 324
	DEPENSES DE PERSONNEL	6 112 259 313	6 509 556 168	7 004 282 437
	BIENS ET MATERIELS	1 594 789 812	1 698 451 150	1 827 533 437
	DEPENSES DE PRESTATIONS	5 700 792 679	6 071 344 203	6 532 766 363
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT			
	EQUIPEMENTS	1 146 545 270	1 221 070 713	1 313 872 087
82	PECHE ET ELEVAGE	44 853 302 589	47 768 767 257	178 088 933 280

SECTION-TITRE		PROJECTION 2020-2022		
		2020	2021	2022
	DEPENSES DE PERSONNEL	1 915 703 083	2 040 223 783	2 195 280 791
	BIENS ET MATERIELS	2 018 980 786	2 150 214 537	2 313 630 842
	DEPENSES DE PRESTATIONS	5 672 055 306	6 040 738 901	6 499 835 057
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	4 696 138 462	5 001 387 462	5 381 492 909
	EQUIPEMENTS	10 377 095 748	11 051 606 972	13 158 913 568
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	20 173 329 204	21 484 595 602	148 539 780 112
83	AFFAIRES COUTUMIERES	25 537 071 540	27 196 981 190	29 263 951 761
	DEPENSES DE PERSONNEL	18 212 606 901	19 396 426 350	20 870 554 752
	BIENS ET MATERIELS	1 937 031 740	2 062 938 803	2 219 722 152
	DEPENSES DE PRESTATIONS	3 407 744 964	3 629 248 387	3 905 071 264
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 256 525 176	1 338 199 312	1 439 902 460
	EQUIPEMENTS	723 162 759	770 168 338	828 701 132
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	10 827 886 348	11 531 698 961	12 450 205 910
	DEPENSES DE PERSONNEL	1 155 065 800	1 230 145 077	1 323 636 103
	BIENS ET MATERIELS	747 862 888	796 473 976	857 005 998
	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 548 536 160	2 714 191 010	2 962 567 355
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 040 877 637	1 108 534 683	1 192 783 319
	EQUIPEMENTS	5 335 543 863	5 682 354 214	6 114 213 134
85	COUR DES COMPTES	15 858 055 523	16 888 829 132	18 172 380 146
	DEPENSES DE PERSONNEL	9 000 984 719	9 586 048 726	10 314 588 429
	BIENS ET MATERIELS	659 385 459	702 245 514	755 616 173
	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 774 164 332	1 889 485 014	2 033 085 875
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 110 977 840	2 248 191 400	2 419 053 946
	EQUIPEMENTS	1 050 397 912	1 118 673 776	1 203 692 983
	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE	1 262 145 261	1 344 184 703	1 446 342 740
90	CLASSE MOYENNE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ARTISANA	94 069 858 469	100 184 399 269	107 798 413 614
	DEPENSES DE PERSONNEL	13 414 882 930	14 286 850 320	15 372 650 945
	BIENS ET MATERIELS	1 701 172 486	1 811 748 698	1 949 441 599
	DEPENSES DE PRESTATIONS	4 614 145 528	4 914 064 987	5 287 533 926
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	10 072 132 788	10 726 821 419	11 542 059 847
	EQUIPEMENTS	64 267 524 737	68 444 913 845	73 646 727 297
93	OPPOSITION POLITIQUE	1 600 000 000	1 704 000 000	1 833 504 000
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 600 000 000	1 704 000 000	1 833 504 000
	Total général	15 584 813 326 212	18 164 996 200 913	19 983 161 927 895